



BROCHURE 2019 DE CONVOCATION



BUREAU
VERITAS



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

Mardi 14 mai 2019 à 15h00
Pavillon Gabriel
5, avenue Gabriel - 75008 Paris

MESSAGE DU PRÉSIDENT	3	
1 Ordre du jour	5	5 Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte
2 Comment participer à l'Assemblée générale ?	7	
3 Gouvernance	13	6 Texte des résolutions
4 Exposé sommaire	17	7 Formulaire de demande d'envoi de documents et de renseignements
		39
		59
		75

Recommandations préalables

L'Assemblée générale de Bureau Veritas, société anonyme au capital social de 53 039 494,56 euros, dont le siège social est situé Immeuble Newtime - 40/52 boulevard du Parc – 92200 Neuilly-sur-Seine, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 775 690 621 (ci-après la « Société »), qui se tiendra le **mardi 14 mai 2019**, commencera à **15 heures précises**. L'accueil des actionnaires débutera à 14 heures.

Pour faciliter le bon déroulement de la réunion, nous vous remercions :

- de vous présenter à l'avance muni de votre carte d'admission pour signer la feuille de présence (cette carte vous sera délivrée dans les conditions indiquées ci-après) ;
- de ne pénétrer dans la salle qu'avec le dossier de l'Assemblée générale remis au moment de la signature de la feuille de présence ;
- de vous conformer aux indications données en séance pour les modalités pratiques du vote.

N.B. : Cette brochure « Avis de convocation 2019 » comprend les documents et informations devant être joints à tout formulaire de procuration et de vote par correspondance (ci-après le « **formulaire unique** ») en application notamment des dispositions des articles R. 225-76, R. 225-78 et R. 225-81 du Code de commerce. Les modalités de délivrance dudit formulaire unique sont détaillées en section 2 de cette brochure – Comment participer à l'Assemblée générale ?/Comment voter à l'Assemblée générale ?/Le formulaire unique.

MESSAGE DU PRÉSIDENT



“ Le 190^e anniversaire de Bureau Veritas marque une nouvelle année d'accélération de la croissance et une avancée significative dans la transformation du

Groupe. Il se distingue également par une amélioration notable dans la génération de flux de trésorerie disponible. En 2019, nous nous attendons à une poursuite de la bonne dynamique enregistrée en 2018. Nous restons confiants quant à la capacité du Groupe à atteindre son ambition 2020. ”

Aldo Cardoso

Madame, Monsieur, chers Actionnaires,

J'ai le plaisir de vous convier à l'Assemblée générale mixte de Bureau Veritas qui se tiendra le **mardi 14 mai 2019 à 15 heures** à l'adresse suivante :

Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel – 75008 Paris.

L'Assemblée générale est un moment privilégié d'information, d'échange et de dialogue. Didier Michaud-Daniel et son équipe vous présenteront dans le détail l'état et les perspectives de votre Société. C'est aussi pour vous l'occasion de vous exprimer et de prendre part activement, par votre vote, aux décisions importantes qui concernent Bureau Veritas.

Je serai très heureux de vous retrouver le 14 mai prochain. S'il vous est impossible d'assister personnellement à l'Assemblée générale, vous avez la possibilité de voter par correspondance ou par voie électronique ou encore de donner pouvoir au Président de l'Assemblée ou à toute autre personne de votre choix.

Vous trouverez dans les pages de cette brochure les modalités pratiques de participation et de vote à cette Assemblée générale, ainsi que son ordre du jour et le projet de texte des résolutions proposées par le Conseil d'administration.

Au nom du Conseil d'administration, je vous remercie de votre confiance et de l'attention que vous porterez aux résolutions soumises à votre approbation et vous donne rendez-vous le mardi 14 mai. J'espère vous y voir nombreux.

Aldo Cardoso
Président du Conseil d'administration

Ordre du jour

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

- Rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018 **(1^{re} résolution)** ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 **(2^e résolution)** ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, fixation du dividende, option pour le paiement du dividende en actions **(3^e résolution)** ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce **(4^e résolution)** ;
- Ratification de la cooptation de Monsieur Philippe Lazare en qualité d'administrateur **(5^e résolution)** ;
- Nomination de Monsieur Frédéric Sanchez en qualité d'administrateur **(6^e résolution)** ;
- Approbation des éléments de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration **(7^e résolution)** ;
- Approbation des éléments de la politique de rémunération du Directeur Général **(8^e résolution)** ;
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Aldo Cardoso, Président du Conseil d'administration **(9^e résolution)** ;
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Didier Michaud-Daniel, Directeur Général **(10^e résolution)** ;
- Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société **(11^e résolution)**.

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

- Rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existant ou à émettre par la Société et/ou une de ses filiales et/ou (iii) de valeurs mobilières qui sont représentatives de titres de créance susceptible de donner accès ou donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une filiale **(12^e résolution)** ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou de toute autre somme dont la capitalisation serait admise **(13^e résolution)** ;
- Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital social en rémunération d'apports en nature consentis à la Société **(14^e résolution)** ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société **(15^e résolution)** ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, par offre au public, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires **(16^e résolution)** ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, par placement privé visé à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires **(17^e résolution)** ;

- Autorisation consentie au Conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour fixer le prix d'émission, selon des modalités fixées par l'Assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social par an **(18° résolution)** ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, en cas de demandes excédentaires, le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires **(19° résolution)** ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription d'actions, emportant renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, ou d'achat d'actions au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe **(20° résolution)** ;
- Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires, existantes ou nouvelles, de la Société au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe, avec renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription **(21° résolution)** ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires **(22° résolution)** ;
- Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre de tout programme de rachat d'actions **(23° résolution)** ;
- Limitation globale du montant des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu des 12°, 13°, 14°, 15°, 16° et 17°, 19° et 22° résolutions soumises à l'approbation de la présente assemblée **(24° résolution)** ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités **(25° résolution)**.

2

Comment participer à l'Assemblée générale ?

2

Conditions à remplir pour participer à l'Assemblée générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit :

- de participer personnellement à l'Assemblée générale ; ou à défaut
- de se faire représenter en donnant une procuration au Président de l'Assemblée générale, à un autre actionnaire, à son conjoint, au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce ou encore sans indication de mandataire. Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, il sera émis un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions ; ou
- de voter par correspondance ou par voie électronique.

Néanmoins, dans tous les cas, et quel que soit le mode de participation ou de représentation choisi, le droit de participer à l'Assemblée générale est subordonné à l'inscription en compte de vos actions, à votre nom ou au nom de l'intermédiaire habilité inscrit pour votre compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit le **vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, heure de Paris**, conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du Code de commerce, étant notamment précisé que :

- **si vos actions sont inscrites au nominatif (pur ou administré) :** vous n'avez aucune formalité à effectuer pour justifier de l'inscription en compte de vos actions. L'inscription en compte de vos actions à votre nom dans les comptes de titres au nominatif de la Société tenus par ses mandataires (BNP Paribas Securities Services ou CACEIS Corporate Trust, selon le cas), au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit le **vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, heure de Paris**, est suffisante ;
- **si vos actions sont inscrites au porteur :** vous devez demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de votre compte de titres au porteur de vous délivrer une attestation de participation qui justifiera l'inscription en compte, à votre nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour votre compte, de vos actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit le **vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, heure de Paris**.

Seuls les actionnaires justifiant ainsi de la propriété de leurs actions pourront participer à l'Assemblée générale.

Comment voter à l'Assemblée générale ?

Pour exercer votre droit de vote à l'Assemblée générale, vous pouvez, au choix :

- participer personnellement à l'Assemblée générale ;
- donner procuration au Président de l'Assemblée générale ;
- donner procuration à un autre actionnaire, à votre conjoint, au partenaire avec lequel vous avez conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de votre choix dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce ;
- donner procuration sans indication de mandataire (auquel cas il sera émis un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions) ;
- voter par correspondance ou par voie électronique.



ATTENTION : Tout actionnaire qui aura voté par correspondance ou par voie électronique, envoyé une procuration ou demandé une carte d'admission ne pourra plus choisir un autre mode pour participer à l'Assemblée générale, mais pourra céder tout ou partie de ses actions.

En cas de transfert de propriété de vos actions avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale, à zéro heure, heure de Paris (soit le **vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, heure de Paris**), la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, la procuration, la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, s'agissant des actionnaires inscrits au porteur, l'intermédiaire habilité notifiera le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire BNP Paribas Securities Services ou CACEIS Corporate Trust, selon le cas, et lui transmettra les informations nécessaires.

Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris (soit le **vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, heure de Paris**), quel que soit le moyen utilisé, ne pourra être notifié par un intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société ou son mandataire BNP Paribas Securities Services ou CACEIS Corporate Trust, selon le cas, nonobstant toute convention contraire.

Dates à retenir pour participer à l'Assemblée générale du mardi 14 mai 2019 :

Vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, soit le jeudi 9 mai 2019 à minuit

Seuls les actionnaires détenant des actions au porteur ou au nominatif à cette date peuvent voter à l'Assemblée générale.



VOTE PAR COURRIER

Vendredi 10 mai 2019 à zéro heure (heure de Paris)

Date limite de réception des documents

OU



VOTE PAR INTERNET

Lundi 13 mai 2019 à 15h00 (heure de Paris)

Date limite de vote sur le site internet

Si vous décidez de voter par internet, vous ne devez pas renvoyer votre formulaire de vote papier.



TRANSMISSION DE VOS INSTRUCTIONS AVEC LE FORMULAIRE PAPIER

Vous avez la possibilité de demander une carte d'admission, de donner procuration ou de voter par correspondance en utilisant le formulaire unique (voir ci-après, en pages 11 et 12, les modalités d'obtention et l'exemplaire type de ce formulaire unique).

1 – Demander une carte d'admission

Vous êtes actionnaire au nominatif

- Vous cochez la **case A** du formulaire unique (voir ci-après, en page 12, l'exemplaire type de ce formulaire unique) ;
- Vous datez et signez en bas du formulaire unique ;
- Vous inscrivez vos nom, prénom et adresse en bas du formulaire unique ou vous les vérifiez s'ils y figurent déjà ;
- Vous retournez le formulaire unique à l'aide de l'enveloppe T fournie avec votre brochure « Avis de convocation 2019 » à BNP Paribas Securities Services – Service Assemblées Générales – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Il est conseillé de retourner le plus tôt possible votre demande de carte d'admission, soit, si possible, au plus tard le **vendredi 10 mai 2019** pour que vous puissiez la recevoir en temps utile compte tenu des délais postaux.

Si vous n'avez pas le temps de demander votre carte d'admission ou si vous ne l'avez pas reçue le jour de l'Assemblée générale, votre qualité d'actionnaire au nominatif vous permettra néanmoins de participer à l'Assemblée générale sur présentation d'une pièce d'identité auprès du guichet d'accueil prévu à cet effet.

Vous êtes actionnaire au porteur

- Vous cochez la **case A** du formulaire unique (voir ci-après, en pages 11 et 12, les modalités d'obtention et l'exemplaire type de ce formulaire unique) ;
- Vous datez et signez en bas du formulaire unique ;
- Vous inscrivez vos nom, prénom et adresse en bas du formulaire unique ;
- Vous retournez le formulaire unique à votre intermédiaire habilité qui se chargera d'envoyer ce formulaire accompagné d'une attestation de participation à BNP Paribas Securities Services à l'adresse indiquée précédemment.

Il est conseillé de retourner le plus tôt possible votre demande de carte d'admission, soit, si possible, au plus tard le **vendredi 10 mai 2019** pour que vous puissiez la recevoir en temps utile compte tenu des délais postaux.

Si vous n'avez pas le temps de demander votre carte d'admission ou si vous ne l'avez pas reçue le jour de l'Assemblée générale, vous pourrez participer à l'Assemblée générale sur présentation d'une pièce d'identité et d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de votre compte de titres au porteur justifiant l'inscription en compte de vos actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit le **vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, heure de Paris**.



ATTENTION : Les demandes de cartes d'admission ne doivent en aucun cas être retournées directement à la Société.

2 – Donner procuration au Président de l'Assemblée générale

- Vous cochez la **case B** du formulaire unique et la case « Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale » ;
- Vous datez et signez en bas du formulaire unique.

3 – Donner procuration à un autre actionnaire, à votre conjoint, au partenaire avec lequel vous avez conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de votre choix dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce

- Vous cochez la **case B** du formulaire unique et la case « Je donne pouvoir à » ;
- Vous indiquez l'identité et l'adresse de votre représentant ;
- Vous datez et signez en bas du formulaire unique.

4 – Donner procuration sans indication de mandataire

- Vous datez et signez en bas du formulaire unique.

Pour toute formule de pouvoir sans indication de mandataire, il sera émis, en votre nom, par le Président de l'Assemblée générale, un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions proposés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

5 – Voter par correspondance

- Vous cochez la **case B** du formulaire unique et la case « Je vote par correspondance » ;
- Afin de voter pour chaque résolution, vous devez compléter le cadre correspondant, selon votre choix, comme indiqué sur le formulaire unique :
 - **vote contre ou abstention** : si vous désirez voter contre une résolution ou vous abstenir (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée,
 - **vote pour** : vous ne noircissez aucune case si vous votez pour à chaque résolution ;
- Vous datez et signez en bas du formulaire unique.



ATTENTION : Dans tous les cas, vous devez remplir le formulaire unique (voir ci-après, en page 12, l'exemplaire type de ce formulaire) et le retourner en utilisant l'enveloppe T fournie avec votre brochure « Avis de convocation 2019 » à BNP Paribas Securities Services – Service Assemblées Générales – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex si vous êtes actionnaire au nominatif ou à votre intermédiaire habilité si vous êtes actionnaire au porteur.



TRANSMISSION DE VOS INSTRUCTIONS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Bureau Veritas vous offre la possibilité de transmettre vos instructions par internet, avant l'Assemblée générale, sur la plateforme VOTACCESS qui sera ouverte du **mercredi 24 avril 2019 au lundi 13 mai 2019 à 15h00, heure de Paris.**

Cette plateforme vous donne les mêmes possibilités que le formulaire papier. Vous pouvez :

- demander une carte d'admission ;
- voter sur les résolutions ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée ;
- donner procuration à toute personne de votre choix ;
- désigner et révoquer un mandataire.

Afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée générale pour saisir leurs instructions.

La possibilité de saisir ses instructions par internet avant l'Assemblée générale prendra fin la veille de la réunion, soit le **lundi 13 mai 2019 à 15h00, heure de Paris.**

Demander une carte d'admission, désigner ou révoquer un mandataire ou voter

Vous êtes actionnaire au nominatif

L'actionnaire au nominatif devra se connecter sur le site VOTACCESS accessible via le site Planetshares dont l'adresse est la suivante : <https://planetshares.bnpparibas.com>

- Les titulaires d'actions au **nominatif pur** dont BNP Paribas Securities Services est chargé de la gestion du compte devront se connecter au site Planetshares en utilisant le numéro d'identifiant et le mot de passe leur permettant déjà de consulter leur compte.
- Les titulaires d'actions au **nominatif administré** devront, pour accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée générale, se connecter au site Planetshares en utilisant l'identifiant qui se trouve en haut à droite du formulaire unique qui leur aura été adressé. À l'aide de leur identifiant, ils pourront obtenir leur mot de passe par voie postale ou par courriel.
- Les actionnaires salariés dont la gestion des comptes au **nominatif pur est assurée par CACEIS** pourront accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée générale en se connectant au site Planetshares My Proxy (<https://gisproxy.bnpparibas.com/bureauveritas.pg>) à l'aide de l'identifiant qui se trouve en haut à droite du formulaire unique qui leur aura été adressé et d'un critère d'identification correspondant au numéro de compte chez CACEIS.

L'actionnaire devra alors suivre les indications données à l'écran pour obtenir son mot de passe puis accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée générale (VOTACCESS).

Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou mot de passe, il peut également contacter le numéro de téléphone 0 826 109 119 mis à sa disposition (le surcoût de l'appel est de 0,15 cts d'euro par minute).

Après s'être connecté, l'actionnaire devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission, voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

Vous êtes actionnaire au porteur

L'actionnaire au porteur devra se renseigner afin de savoir si son intermédiaire habilité est connecté ou non au site VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. **L'actionnaire au porteur dont l'intermédiaire habilité n'a pas adhéré au site VOTACCESS ne pourra pas faire sa demande de carte d'admission ou voter par voie électronique.**

- L'actionnaire dont l'intermédiaire habilité est connecté au site VOTACCESS devra s'identifier sur le portail internet de son intermédiaire habilité avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Bureau Veritas et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission, voter ou désigner ou révoquer un mandataire.
- L'actionnaire dont l'intermédiaire habilité n'est pas connecté au site VOTACCESS ne pourra pas faire sa demande de carte d'admission ou voter par voie électronique mais pourra toutefois **désigner ou révoquer un mandataire** en envoyant un e-mail à l'adresse suivante : paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com. Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'Assemblée générale, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que le nom, prénom et, si possible, l'adresse du mandataire.

L'actionnaire devra obligatoirement demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite à BNP Paribas Securities Services – Service Assemblées Générales – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.



ATTENTION : Désignation d'un mandataire par voie électronique (article R. 225-79 du Code de commerce)

Le mandataire qui sera désigné n'aura pas la faculté de se substituer une autre personne.

Seules ces notifications électroniques de désignation ou de révocation de mandat, complétées et réceptionnées au plus tard la veille de l'Assemblée générale, à 15h00, heure de Paris, soit le **lundi 13 mai 2019 à 15h00, heure de Paris**, pourront être prises en compte.

Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée ; toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra pas être prise en compte et/ou traitée.

LE FORMULAIRE UNIQUE

Comment vous le procurer ?

Vos actions sont au nominatif

Vous avez reçu un formulaire unique en annexe à la brochure « Avis de convocation 2019 ». Vous n'avez donc aucune démarche à effectuer pour vous le procurer.

Vos actions sont au porteur

Vous pourrez vous procurer le formulaire unique à compter de la date de convocation de l'Assemblée générale auprès de votre intermédiaire habilité qui devra en faire la demande écrite auprès de BNP Paribas Securities Services – Service Assemblées Générales – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex, étant précisé que pour être prise en compte cette demande devra être accompagnée d'une attestation de participation justifiant de votre qualité d'actionnaire de la Société.



ATTENTION : Pour être prise en compte, la demande de formulaire unique devra être reçue par BNP Paribas Securities Services au plus tard six jours calendaires avant l'Assemblée générale, soit au plus tard le **mercredi 8 mai 2019**.

À qui le renvoyer ?

Vos actions sont au nominatif

Vous retournez le formulaire unique en utilisant l'enveloppe T fournie avec votre brochure « Avis de convocation 2019 » à BNP Paribas Securities Services – Service Assemblées Générales – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Vos actions sont au porteur

Vous retournez le formulaire unique à votre intermédiaire habilité qui justifiera directement de votre qualité d'actionnaire auprès de BNP Paribas Securities Services par la production d'une attestation de participation.

Quand le renvoyer ?

Pour être pris en compte, les formulaires uniques devront parvenir à BNP Paribas Securities Services dûment remplis et signés au plus tard le **vendredi 10 mai 2019 à zéro heure, heure de Paris**.

Pour toute information, n'hésitez pas à :

- Consulter notre site Internet : <https://group.bureauveritas.com/fr/investisseurs>
- Contacter le service actionnaires :

0 800 434 241 Service & appel gratuits (France uniquement)

Comment remplir le formulaire unique ?

Vous désirez participer personnellement à l'Assemblée générale : cochez la case **A** pour recevoir votre carte d'admission.

Vous ne pouvez pas participer à l'Assemblée générale et souhaitez voter par correspondance ou vous y faire représenter : cochez la case **B**.

IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - IMPORTANT: Before selecting, please refer to instructions on reverse side.
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ☐ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - *Whichever option is used, shade box(es) like this ☐, date and sign at the bottom of the form.*
Je désire assister à cette assemblée générale et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire // I wish to attend the shareholders' meeting and request an admission card: date and sign at the bottom of the form.
Je remplis le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes // I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

BUREAU VERITAS
Société Anonyme au capital de 53 039 494,56 €
Siège social : Immeuble Newtime
40/52 boulevard du Parc
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
775 690 621 RCS NANTERRE

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
du 14 mai 2019 à 15 heures
au Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel, 75008 PARIS
COMBINED SHAREHOLDER'S MEETING
of May 14, 2019 at 3:00 pm
at Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel, 75008 PARIS

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY
Identifiant - Account: _____
Nombre d'actions / Number of shares: _____
Nominatif / Registered: _____
Porteur / Bearer: _____
Vote simple / Single vote: _____
Vote double / Double vote: _____
Nombre de voix - Number of voting rights: _____

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE // I VOTE BY POST
Cf. au verso (2) - See reverse (2)
Je vote ☐ OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ☐ la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
I vote ☐ YES to all the draft resolutions submitted or approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ☐, for which I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration, je vote en noircissant comme ceci ☐ la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ☐.

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cf. au verso (3)
I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR A : Cf. au verso (4)
I HEREBY APPOINT: See reverse (4)
M., Mme ou Mlle, dénomination sociale / Mr, Mrs or Miss, corporate name
Adresse / Address: _____

ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.
CAUTION: if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.
Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (Les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'adresse de ce formulaire). Cf au verso (1)
Surname, first name, address of the shareholder (change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form). See reverse (1)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	Oui / Yes	Non/No	Oui / Yes	Non/No
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	11	12	13	14	15	16	17	18	B <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	G <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	20	21	22	23	24	25	26	27	C <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	H <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
28	29	30	31	32	33	34	35	36	D <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	J <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
37	38	39	40	41	42	43	44	45	E <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	K <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentes en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf ☐
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to a vote NO) ☐
- Je donne procuration [cf. au verso recto (4)] à M., Mme ou Mlle, dénomination sociale pour voter en mon nom. / I appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, corporate name to a vote on my behalf ☐

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be considered, all forms must be returned no later than:
sur 1^{re} convocation / on 1st notification: 10 mai 2019 / May 10, 2019
sur 2^{de} convocation / on 2nd notification: _____

à / to BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTO Assemblées Générales, Les Grands Moulins de Pantin - 93500 PANTIN Cedex

Date & Signature: _____

Vous désirez voter par correspondance : cochez ici et suivez les instructions.

Vous désirez donner pouvoir au Président de l'Assemblée générale : suivez les instructions.

Vous désirez donner pouvoir à une personne dénommée qui sera présente à l'Assemblée générale : cochez ici et inscrivez les coordonnées de cette personne.

3

Gouvernance

3

Composition et activité du Conseil d'administration et des comités

La composition du Conseil d'administration a évolué en 2018 avec la cooptation de Monsieur Philippe Lazare en qualité d'administrateur indépendant en remplacement de Monsieur Jean-Michel Ropert.

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'administration de la Société était composé de 12 membres. La proportion de femmes au sein du conseil s'élevait à **42 %** et la proportion d'administrateurs qualifiés d'indépendants par le Conseil d'administration s'élevait à **67 %**.




À l'issue de l'Assemblée générale du 14 mai 2019, et sous réserve de l'approbation par ladite Assemblée des 5^e et 6^e résolutions proposant la ratification de la cooptation de Monsieur Philippe Lazare en qualité d'administrateur et la nomination de Monsieur Frédéric Sanchez en remplacement de Monsieur Pierre Hessler dont le mandat arrive à échéance, le Conseil d'administration sera composé de 12 membres, dont 8 indépendants, et continuera ainsi de respecter largement la proportion d'administrateurs indépendants recommandée par le Code AFEP/MEDEF.

En 2018, le Conseil d'administration s'est réuni **10 fois**. Le taux de présence a été de **93 %**. Il s'appuie sur les travaux des 3 comités suivants : le Comité d'audit et des risques, le Comité des nominations et des rémunérations et le Comité stratégique.

	Comité d'audit et des risques	Comité des nominations et des rémunérations	Comité stratégique
Nombre de réunions en 2018	7	6	9
Taux de présence moyen	97 %	100 %	93 %

Des informations plus détaillées sur la gouvernance sont disponibles dans le Document de référence 2018 de la Société, au chapitre 3 – Gouvernement d'entreprise, à partir de la page 133.

notre **CONSEIL D'ADMINISTRATION** ⁽¹⁾les **COMITÉS DU CONSEIL** ⁽¹⁾

Membres	 Comité d'audit et des risques	 Comité des nominations et des rémunérations	 Comité stratégique
Aldo CARDOSO	●	●	●
André FRANÇOIS-PONCET			●
Stéphane BACQUAERT			
Stéphanie BESNIER	●		
Claude EHLINGER		●	●
Ana GIROS CALPE		●	
Ieda GOMES YELL	●		●
Siân HERBERT-JONES	●		
Pierre HESSLER		●	●
Pascal LEBARD		●	●
Philippe LAZARE ⁽³⁾			
Lucia SINAPI-THOMAS	●		

● Président ● Membre

notre **COMITÉ EXÉCUTIF** ⁽¹⁾

Didier MICHAUD-DANIEL
Directeur Général



Didier Michaud-Daniel a réuni autour de lui une équipe internationale composée de femmes et d'hommes aux compétences et aux horizons variés. Ils ont pour dénominateur commun leur volonté de conduire la transformation du Groupe, notamment sur le plan digital, avec une orientation très forte portée vers les clients.

(1) Au 27 février 2019, date de la réunion du Conseil d'administration ayant décidé de convoquer l'Assemblée générale.

(2) Administrateur dont le mandat arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée générale du 14 mai 2019 et dont le renouvellement n'est pas proposé.

(3) Administrateur coopté par le Conseil d'administration et dont la ratification de la cooptation est proposée à l'Assemblée générale du 14 mai 2019.

(4) Au 31 décembre 2018.

Informations sur les candidats dont la nomination ou la ratification de la cooptation en qualité d'administrateur est proposée

Candidat dont la ratification de la cooptation est proposée (résolution 5)

3



Philippe LAZARE

**Membre du Conseil d'administration,
indépendant**

Biographie

Philippe Lazare a été coopté en qualité d'administrateur de la Société par le Conseil d'administration le 3 octobre 2018.

Philippe Lazare était Président-Directeur Général d'Ingenico Group jusqu'à fin octobre 2018. Avant de rejoindre Ingenico Group en 2007, il a occupé les fonctions de Directeur Général délégué et Directeur Général du Réseau Grand Public au sein du Groupe La Poste, où il fut notamment chargé du développement et de l'optimisation du plus grand réseau de distribution en France. Au sein de La Poste, Philippe Lazare a également exercé les responsabilités de Président-directeur général de Poste-Immo. Il a une expérience significative en gestion des opérations, notamment en tant que Directeur Général d'Eurotunnel où il fut chargé des opérations liées à l'exploitation du tunnel (2001-2002), ainsi qu'en tant que Directeur Général adjoint du Groupe Air France, en charge de la logistique industrielle et de la maintenance de flotte, incluant Air France Maintenance, Air France Industries et Servair. Philippe Lazare a également occupé des postes de responsabilité managériale au sein de Sextant Avionics, une division de Thales (1990-1994), et du groupe PSA (1983-1990). Philippe Lazare est diplômé de l'École supérieure d'architecture de Paris-La Défense.

62 ans ^(a)
Nationalité française

Adresse professionnelle principale
Bureau Veritas
Immeuble Newtime
40/52 boulevard du Parc
92200 Neuilly-sur-Seine

Date de 1^{re} nomination :
CA 3 octobre 2018

Échéance du mandat : AGOA 2022

Nombre d'actions détenues dans la Société :
2 000

Mandats en cours ^(a)
Néant

Mandats échus (exercés au cours des 5 dernières années)
Président-Directeur Général d'Ingenico SA

Cumul de mandats ^(b)

1 mandat d'administrateur

**Raisons justifiant la ratification
de sa cooptation :**

Philippe Lazare bénéficie d'une expérience professionnelle multisectorielle. En tant qu'ancien dirigeant d'un leader mondial des solutions de paiement intégrées (Ingenico), il a une grande expertise de la transformation digitale des entreprises qui représente un axe majeur de la stratégie de Bureau Veritas, à laquelle s'ajoute son expérience internationale. L'ensemble de ces compétences sont particulièrement recherchées pour apporter la meilleure expertise au Conseil de Bureau Veritas.

(a) Au 31 décembre 2018.

(b) Reco. 18 code AFEP/MEDEF : nombre de mandats de dirigeants mandataires sociaux et d'administrateurs, y compris le mandat d'administrateur de Bureau Veritas SA.

Candidat dont la nomination est proposée (résolution 6)

	Frédéric SANCHEZ
<p>59 ans ^(a) Nationalité française Adresse professionnelle principale 3 rue Drouot, 75009 Paris Date de 1^{re} nomination : AGM 14 mai 2019 Échéance du mandat : AGOA 2023 Nombre d'actions détenues dans la Société ^(d) : -</p>	<p>Membre du Conseil d'administration, indépendant</p> <p>Biographie</p> <p>Frédéric Sanchez est diplômé d'HEC (1983), de Sciences-Po Paris (1985) et titulaire d'un DEA d'Économie de l'université Paris-Dauphine (1984). Il commence sa carrière en 1985 au sein du groupe Renault au Mexique et aux États-Unis, puis rejoint fin 1987 le Cabinet Ernst & Young en tant que Directeur de Mission. Il intègre ensuite en 1990 le groupe Fives-Lille (rebaptisé Fives en 2007), au sein duquel il occupera différentes fonctions avant d'en devenir le Directeur Administratif et Financier en 1994, puis Directeur Général en 1997. Depuis 2002, il est Président du Directoire. Sous sa direction, Fives a accéléré son développement en se structurant autour de quatre pôles d'activité et en renforçant sa présence à l'international au travers d'acquisitions majeures et avec l'ouverture de bureaux régionaux en Asie, en Russie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.</p>
<p>Mandats en cours ^(a) Président du Directoire de Fives ^(b) Au sein du MEDEF : • Président de MEDEF International • Président des conseils des chefs d'entreprises France-Émirats arabes unis et France-Arabie saoudite de MEDEF International Membre du Conseil de surveillance de Thea Holding et de STMicroelectronics Administrateur de Primagaz et de Business France Coprésident d'honneur de l'Alliance Industrie du Futur Président de Purple Development SAS</p>	<p>Mandats échus (exercés au cours des 5 dernières années) N/A</p>
<p>Cumul de mandats ^(e)</p>	<p>1 mandat d'administrateur ^(c) 1 mandat de Direction générale</p>
<p>Raisons justifiant sa nomination :</p>	<p>Frédéric Sanchez bénéficie d'une expérience professionnelle dans l'industrie, le monde du service et la transformation digitale à laquelle s'ajoutent son exposition internationale, et notamment au Moyen-Orient et en Chine, ainsi que ses connaissances des contrats à long terme dans l'ingénierie. L'ensemble de ces compétences sont particulièrement recherchées pour apporter la meilleure expertise au Conseil de Bureau Veritas.</p>

(a) Au 31 décembre 2018.

(b) Société cotée.

(c) Y compris le mandat d'administrateur de Bureau Veritas SA si l'Assemblée générale approuve sa candidature.

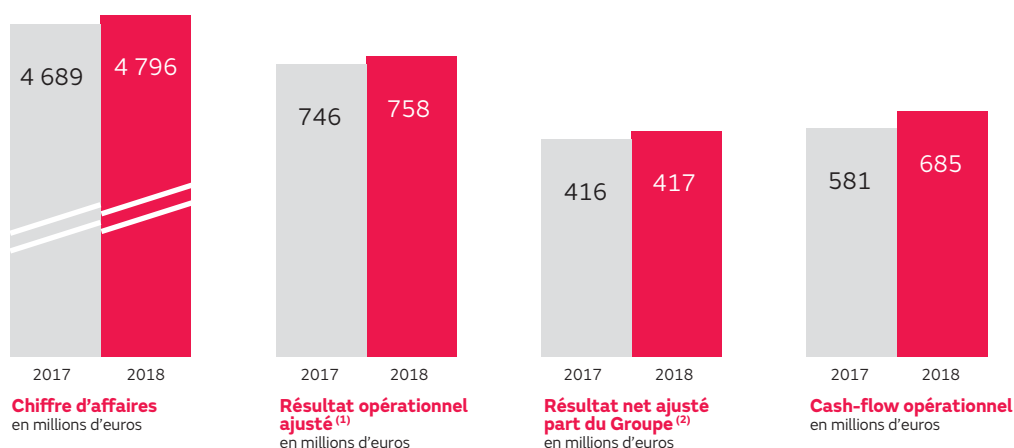
(d) Un nombre de 1 200 actions Bureau Veritas devra être acquis dans les 6 mois de sa prise de fonction.

(e) Reco. 18 code AFEP/MEDEF : nombre de mandats de dirigeants mandataires sociaux et d'administrateurs, y compris le mandat d'administrateur de Bureau Veritas SA.

4

Exposé sommaire

Le Groupe Bureau Veritas en 2018



(1) Indicateur non IFRS – représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des produits et charges relatifs aux acquisitions et autres éléments non récurrents.

(2) Indicateur non IFRS – défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des produits et charges relatifs aux acquisitions et autres éléments non récurrents nets d'impôts.

+ 7,0 %⁽³⁾

Le chiffre d'affaires a atteint 4,8 Mds d'euros, en hausse de 7,0 % à taux de change constant. La croissance organique a été de +4,0 %, dont 4,4 % au quatrième trimestre. La croissance externe s'élève à 3,0 %. Les variations de taux de change ont eu un impact négatif de 4,7 %.

+ 8,4 %⁽³⁾

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 758 millions d'euros.
La marge opérationnelle ajustée est de 15,8 %. Ajustée des effets liés aux taux de change, la marge a progressé de 20 point de base par rapport à 2017, à 16,1 %. Cette hausse s'explique par une amélioration significative de l'activité Certification, et une solide performance des activités Biens de consommation et Industrie.

+ 15,3 %⁽³⁾

Bureau Veritas a réalisé **un résultat net ajusté part du Groupe** de 417 millions d'euros, en hausse de 0,3 % ou 15,3 % à taux de change constant. Le bénéfice net ajusté par action est de 0,96 euro, à comparer à 0,95 euro en 2017.

+ 24,3 %⁽³⁾

Le Groupe a généré **un cash-flow opérationnel** de 685 millions d'euros, en hausse de 17,9 % ou 24,3 % à taux de change constant.
Le flux de trésorerie disponible (après paiement des impôts, des intérêts et des capex) a atteint 478 millions d'euros, à comparer à 350 millions d'euros en 2017. Il était ainsi en hausse de 36,8 % ou 45,8 % à taux de change constant.

(3) À taux de change constant.

1 Faits marquants de l'exercice

1.1 Croissance robuste des Initiatives de Croissance et en amélioration pour les autres activités

La croissance organique du Groupe s'est élevée à 4,0 % sur l'exercice 2018, avec une accélération au second semestre et notamment + 4,4 % au dernier trimestre. Cela s'explique par :

- une croissance soutenue pour les cinq Initiatives de Croissance (36 % chiffre d'affaires du Groupe), en hausse de 6,3 % sur une base organique. Une croissance élevée à un chiffre a été atteinte dans les Initiatives services Opex, Bâtiment & Infrastructures et SmartWorld alors que les Initiatives Agroalimentaire et Automobile ont enregistré une hausse moyenne à un chiffre ;
- une amélioration graduelle sur l'année pour les autres activités (64 % du chiffre d'affaires du Groupe), en hausse de 2,9 % en croissance organique, dont 4,1 % de croissance organique au dernier trimestre. L'activité Marine & Offshore (7 % du chiffre d'affaires du Groupe) a renoué avec une croissance organique

positive au second semestre 2018 (+ 4,0 % par rapport à - 5,4 % au premier semestre). Cela fait suite à 8 trimestres négatifs consécutifs et reflète l'amélioration des conditions de marché, notamment en Chine. En outre, les activités liées au Capex Pétrole & Gaz (moins de 4 % du chiffre d'affaires du Groupe) se sont infléchies (en repli de - 6,6 % avec une croissance organique de 3,6 % au second semestre 2018), bénéficiant d'une base de comparaison favorable mais aussi de la montée en puissance de contrats en Amérique du Nord et en Afrique notamment. Le reste des activités a enregistré une bonne performance sur la période. C'est le cas notamment de l'activité Métaux & Minéraux, en franc redressement, et de la Certification qui a bénéficié de la charge de travail exceptionnelle générée par la révision des normes en 2017/2018.

Variation en pourcentage versus l'année précédente	T4 2018	2018
Services Opex	+ 5,6 %	+ 6,7 %
Bâtiment & Infrastructures	+ 3,5 %	+ 6,9 %
Agroalimentaire	+ 9,0 %	+ 4,3 %
Automobile	(2,3) %	+ 5,4 %
SmartWorld	+ 9,6 %	+ 8,0 %
Initiatives de Croissance	+ 5,0 %	+ 6,3 %
Autres activités	+ 4,1 %	+ 2,9 %
CROISSANCE ORGANIQUE TOTALE	+ 4,4 %	+ 4,0 %

1.2 Des acquisitions accélérant la diversification et la transformation du Groupe

Six acquisitions en 2018, en soutien aux Initiatives de Croissance

En 2018, le Groupe a réalisé six acquisitions représentant environ 85 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé (soit 1,8 % du chiffre d'affaires Groupe en 2018). L'effet périmètre est de 138,6 millions d'euros en 2018 (soit une contribution de + 3,0 % à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe). Les acquisitions menées sont de type « bolt-on ». Elles permettent d'une part d'élargir l'offre de service du Groupe à ses clients déjà existants tout en gagnant de nouveaux clients, et d'autre part de développer la présence du Groupe sur de nouveaux marchés. Il est à noter que les acquisitions réalisées en 2018 ont toutes été en soutien des Initiatives de Croissance ainsi que dans différents pays, renforçant ainsi la présence de Bureau Veritas.

Le Groupe s'est principalement développé sur le marché Bâtiment & Infrastructures aux États-Unis, à travers l'acquisition d'EMG, un leader des services d'évaluation technique et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, à la gestion d'actifs et aux transactions immobilières.

Bureau Veritas s'est également renforcé dans le domaine de l'Agroalimentaire, notamment en Asie, à travers les acquisitions de Shandong Cigna en Chine (services d'essais et analyses agroalimentaires), FEAC au Japon (services d'essais agroalimentaires et environnementaux) et Permubab en Malaisie (services d'essais agroalimentaires, eau et environnementaux). Le Groupe a également fait l'acquisition de Labomag au Maroc, une société de services d'essais et d'analyses agroalimentaires.

Enfin, Bureau Veritas s'est diversifié dans les services Opex par le biais de l'acquisition de Lubrication Management, un leader européen de l'analyse d'huiles lubrifiantes (auparavant la division d'analyse d'huiles industrielles d'IK4-TEKNIKER) basé en Espagne.

Création de BVAQ, une entreprise commune créée avec AsureQuality

Le 3 janvier 2019 ⁽¹⁾, Bureau Veritas a annoncé la création de BVAQ, société d'analyse des produits alimentaires basée à Singapour au service des marchés d'Asie du Sud-Est. BVAQ est une entreprise commune créée avec AsureQuality, l'entreprise publique néo-zélandaise spécialisée dans les services de sécurité alimentaire et de biosécurité.

BVAQ regroupe d'une part les laboratoires d'essais alimentaires récemment établis par Bureau Veritas au Vietnam, en Indonésie et en Thaïlande ainsi que sa participation majoritaire acquise en 2018 dans Permublab (un leader malaisien des analyses de l'eau et de produits alimentaires), et d'autre part le laboratoire d'essais de pointe pour les essais alimentaires créé par AsureQuality à Singapour en 2010.

Bureau Veritas détient une participation majoritaire de 51 % dans cette nouvelle activité, tandis qu'AsureQuality détient le reste du capital. Les deux partenaires vont ainsi offrir des analyses en laboratoire à toutes les entreprises agroalimentaires en Asie du Sud-Est, avec une présence géographique et une gamme de services inégalées s'appuyant sur le modèle en étoile, ou « hub and spoke », de Singapour à la Malaisie, en passant par l'Indonésie, la Thaïlande et le Vietnam.

En 2016, Bureau Veritas s'est déjà associé avec succès à AsureQuality pour l'acquisition de Dairy Technical Services (DTS), le leader des analyses alimentaires en Australie. Pour Bureau Veritas, AsureQuality Singapour apporte son expertise et ses capacités tout en complétant le réseau de laboratoires de Bureau Veritas en Asie du Sud-Est.

L'ensemble des joint-ventures entre Bureau Veritas et AsureQuality en Asie du Sud-Est Pacifique représente un réseau de 9 laboratoires et plus de 500 employés.

1.3 Une activité de financement soutenue au bénéfice d'une plus forte diversification et d'une optimisation du coût de la dette

L'activité de financement de Bureau Veritas au cours de l'exercice 2018 démontre la confiance dans son modèle économique et le soutien solides dont bénéficie le Groupe auprès de ses banques et de sa base d'investisseurs crédit :

- le 29 mars 2018, Bureau Veritas SA a réalisé avec succès un placement obligataire non noté de 200 millions d'euros assorti d'un coupon fixe de 0 % et à échéance 13 mois. Ce nouvel instrument offre au Groupe une source de liquidité additionnelle sans augmenter sa charge d'intérêt ;
- le 17 mai 2018, Bureau Veritas SA a signé une ligne de crédit syndiqué multidevises de 600 millions d'euros en remplacement du précédent crédit syndiqué de 450 millions d'euros, à des conditions plus favorables. Cette nouvelle facilité a une maturité de 5 ans, avec deux options d'extension d'une année chacune pouvant être exercées en 2019 et 2020. Cette facilité, qui améliore le profil de liquidité du Groupe, a été largement souscrite par un syndicat international de 14 banques ;

- le 27 septembre 2018, Bureau Veritas SA a émis avec succès une émission obligataire non notée d'un montant de 500 millions d'euros à échéance janvier 2025, assortie d'un coupon de 1,875 %. Cette opération deux fois souscrite illustre la qualité du profil de crédit du Groupe.

Suite à la réussite de ces opérations, Bureau Veritas a accru la diversification de son profil de dette grâce à un accès à diverses sources de liquidité comprenant prêts bancaires, placements obligataires en euros, placements privés américains, financements *Schuldschein* et titres de créance négociable à court terme. En outre, ces opérations ont permis au Groupe d'anticiper le refinancement de ses échéances 2019 et d'allonger la maturité moyenne de sa dette tout en optimisant son coût.

Fin décembre 2018, la maturité moyenne de la dette financière du Groupe s'établissait à près de 5 ans ⁽²⁾ alors que le coût moyen de la dette sur l'année 2018 était de 3,0 %.

1.4 Des changements apportés à l'équipe de Direction afin de renforcer l'organisation du Groupe

Au cours de l'exercice 2018, Bureau Veritas a nommé de nouveaux membres au Comité exécutif du Groupe :

- Jacques Pommeraud, en tant que Vice-Président Exécutif, en charge de la division Matières Premières, Industrie & Infrastructures en France et en Afrique et des activités Services aux gouvernements et commerce international (effectif le 1^{er} mai 2018) ;
- Laurent Louail, en tant que Vice-Président Exécutif, en charge de la division Matières Premières, Industrie & Infrastructures en Europe du Sud et de l'Ouest (effectif le 1^{er} mai 2018) ;
- Helen Bradley, en tant que Vice-Président Exécutif en charge des Ressources humaines Groupe. Les responsabilités de Helen Bradley s'étendent également aux fonctions Qualité, Santé, Sécurité et Environnement, Responsabilité Sociale de l'entreprise et Affaires Extérieures (effectif le 1^{er} juin 2018) ;
- François Chabas, en tant que Vice-Président Exécutif et Directeur financier du Groupe (effectif le 3 septembre 2018).

Le 17 janvier 2019, Bureau Veritas a annoncé la nomination de Matthieu de Tugny, à compter du 1^{er} janvier, en tant que Vice-Président Exécutif du Groupe, en charge de la direction de la division Marine & Offshore (M&O). Il succède ainsi à Philippe Donche-Gay qui a quitté le Groupe le 31 janvier 2019. Matthieu de Tugny a également été nommé membre du Comité exécutif du Groupe.

Bureau Veritas a annoncé la nomination d'Eduardo Camargo, à compter du 1^{er} février 2019, en tant que Vice-Président Exécutif Développement Commercial et Transformation du Groupe. Eduardo Camargo conserve par ailleurs ses responsabilités à la tête de la division Matières Premières, Industrie & Infrastructures (CIF) en Amérique latine, secondé sur place par un leader dédié à cette zone géographique.

Ces changements renforcent la gouvernance de Bureau Veritas, avec un *leadership* encore plus international, aligné avec l'étendue de la présence mondiale du Groupe. Un processus de prise de décision simplifié favorise également la gestion quotidienne des opérations de Bureau Veritas et participe ainsi de sa transformation à l'horizon du Plan stratégique 2020.

Suite à ces nominations, le Comité exécutif est composé de 10 membres.

(1) Transaction finalisée le 28 décembre 2018.

(2) Sur la base de la dette brute ajustée des échéances arrivant à maturité en 2019, pour un montant de 444 millions d'euros, et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice 2018

2 Évolution de l'activité et des résultats

(en millions d'euros)	2018	2017	Variation
Chiffre d'affaires	4 795,5	4 689,4	+ 2,3 %
Achats et charges externes	(1 418,0)	(1 394,1)	
Frais de personnel	(2 507,1)	(2 449,0)	
Autres charges	(233,2)	(240,0)	
Résultat opérationnel	637,2	606,3	+ 5,1 %
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0,4	0,6	
Résultat financier	(93,2)	(103,7)	
Résultat avant impôts	544,4	503,2	+ 8,2 %
Impôts sur les résultats	(189,3)	(164,8)	
Résultat net	355,1	329,8	+ 7,7 %
Intérêts minoritaires	22,5	21,8	
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	332,6	308,0	+ 8,0 %

2.1 Chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires

Sur l'ensemble de l'exercice 2018, le chiffre d'affaires de Bureau Veritas s'établit à 4 795,5 millions d'euros, en hausse de 2,3 % par rapport à l'exercice 2017. La croissance se compose :

- d'une croissance organique positive de 4,0 % ;
- d'une variation de périmètre de 3,0 % ; et
- d'un impact négatif des variations de taux de change de 4,7 %, lié à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain et aux devises corrélées à ce dernier, mais également par rapport à la plupart des devises de pays émergents.

Objectif et définition de la croissance organique du Chiffre d'affaires

Le Groupe suit en interne et publie une croissance « organique » du chiffre d'affaires que la Direction considère comme plus représentative de la performance opérationnelle de son secteur d'activité. Cet indicateur est également utilisé par la plupart des entreprises du secteur des TIC.

La principale mesure de gestion et de contrôle de la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est la croissance comparable. En effet,

celle-ci permet de suivre l'évolution des activités du Groupe hors effets de change qui sont exogènes à Bureau Veritas, et des effets de portefeuille, qui concernent des activités nouvelles ou ne faisant plus partie de leurs activités respectives. Cette mesure est utilisée pour l'analyse interne de la performance.

Bureau Veritas estime que cette mesure offre à la Direction et aux investisseurs une compréhension plus complète des résultats d'exploitation sous-jacents et des tendances des activités en cours, en excluant l'effet des acquisitions, des désinvestissements, y compris les cessions pures, ainsi que la cessation non désirée des activités (comme par exemple en raison de l'apparition de sanctions internationales), et l'évolution des taux de change pour les activités qui sont assujetties à la volatilité et qui peuvent occulter les tendances sous-jacentes.

Le Groupe estime également que la présentation séparée du chiffre d'affaires organique de ses activités fournit à la Direction et aux investisseurs des informations utiles sur les tendances de ses activités industrielles et permet une comparaison plus directe avec d'autres entreprises du secteur.

La croissance organique du chiffre d'affaires représente le pourcentage de croissance du chiffre d'affaires, présenté au niveau du Groupe et pour chaque activité, sur la base de taux de change et d'un périmètre de consolidation constants (c'est-à-dire hors acquisitions) sur des périodes comparables.

2.2 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe s'élève à 637,2 millions d'euros en 2018, en forte progression de 5,1 % par rapport au résultat opérationnel de 2017. Les charges liées aux Achats et charges externes et Frais de personnel ont été globalement en hausse de 2,1 %. Les autres charges ont baissé de 2,8 %.

2.3 Résultat opérationnel ajusté

Le Groupe suit de manière interne un résultat opérationnel « ajusté » que la Direction juge plus représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité, et qui offre l'avantage d'être un indicateur utilisé par la plupart des sociétés évoluant dans l'industrie du TIC.

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustement tel que décrit dans la Note 4 de la section 5.1 du Document de référence 2018.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat opérationnel ajusté en 2018 et 2017 :

(en millions d'euros)	2018	2017	Variation
Résultat opérationnel	637,2	606,3	+ 5,1 %
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	75,1	77,1	
Charges de restructurations	42,1	57,1	
Acquisitions et cessions	3,6	5,0	
Total des éléments non récurrents	120,8	139,2	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	758,0	745,5	+ 1,7 %

Les éléments d'ajustement de l'exercice s'élèvent à 120,8 millions d'euros, à comparer à 139,2 millions d'euros en 2017, et se décomposent de la façon suivante :

- 75,1 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- 42,1 millions d'euros de charges de restructuration reconnues dans l'ensemble des régions et des activités, et concernant principalement les Services aux gouvernements, les activités Bâtiment & Infrastructures et celles liées aux matières premières ;
- 3,6 millions d'euros liés principalement à des frais d'acquisition sur les acquisitions de l'année.

Le résultat opérationnel ajusté est en progression de 1,7 % à 758,0 millions d'euros en 2018.

La marge opérationnelle ajustée, exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires s'élève à 15,8 % en 2018, en baisse de 10 points

de base par rapport à 2017. Exprimée à taux de change constant, la marge opérationnelle ajustée a augmenté d'environ 20 points de base en 2018 pour atteindre 16,1 %. Les effets de périmètre ont eu un effet neutre sur la marge opérationnelle ajustée en 2018.

Quatre des six activités de Bureau Veritas affichent une marge en amélioration, contribuant à hauteur de 30 points de base à la marge organique du Groupe : cela s'explique par une amélioration significative de l'activité Certification, et une solide performance des activités Biens de consommation et Industrie. Cette amélioration provient de la combinaison d'effets liés au levier opérationnel, à la gestion stricte des coûts, aux efforts Lean ainsi qu'aux bénéfices des restructurations.

Les deux autres activités du Groupe, Agroalimentaire & Matières Premières et Bâtiment & Infrastructures, enregistrent des marges en repli. Ceci s'explique principalement par des pressions sur les prix et/ou une évolution négative du mix dans ces activités.

2.4 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe comprend essentiellement les intérêts et l'amortissement des frais d'émission de la dette, les produits reçus au titre de prêts, des titres de créances ou de capital ou autres instruments financiers détenus par le Groupe et les plus ou moins-values sur titres de placement ainsi que les pertes

et gains sur opérations en devises et l'ajustement de juste valeur des dérivés financiers. Il inclut également les coûts financiers des régimes de retraites, ainsi que le produit ou rendement attendus des actifs de régimes de retraite financés et l'effet de réactualisation des provisions à long terme.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	2018	2017
Coût de l'endettement financier brut	(84,3)	(88,1)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1,8	1,3
Coût de l'endettement financier net	(82,5)	(86,8)
Résultat de change	(5,7)	(12,1)
Coût financier des régimes de retraites	(2,3)	(2,8)
Autres	(2,7)	(2,0)
RÉSULTAT FINANCIER	(93,2)	(103,7)

Les charges financières nettes s'élèvent à 93,2 millions d'euros en 2018, à comparer à 103,7 millions d'euros en 2017 :

- la baisse du coût de l'endettement financier net à 82,5 millions d'euros en 2018, à comparer à 86,8 millions d'euros en 2017, provient pour l'essentiel : (i) d'une baisse du niveau d'endettement moyen (en raison notamment du fait que le portage de l'émission obligataire de septembre 2018 visant à refinancer des échéances en 2019 a été moindre par rapport au portage de l'émission obligataire de septembre 2016 visant à refinancer des échéances en 2017), et dans une moindre mesure d'une baisse du taux moyen ; (ii) d'une charge liée à la couverture du risque de change financier par opposition à un produit en 2017 ; (iii) et enfin de la hausse des produits de trésorerie ;

- le résultat de change du Groupe se compose de gains et pertes de change résultant de la variation des devises sur des actifs et passifs des filiales du Groupe, libellés dans une monnaie différente de leur monnaie fonctionnelle. En 2018, l'appréciation du dollar américain et de l'euro face à la plupart des devises de pays émergents, a ainsi généré une perte de 5,7 millions d'euros à comparer à une perte de 12,1 millions d'euros lors de l'exercice précédent ;
- par ailleurs, le coût financier des régimes de retraite est en légère baisse. Cette progression étant plus que compensée par une augmentation des autres charges financières en 2018.

2.5 Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 189,3 millions d'euros en 2018 contre 164,8 millions d'euros en 2017. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 34,8 % en 2018 (32,8 % en 2017). Le taux effectif d'impôt ajusté est de 33,3 %.

La hausse du taux effectif d'impôt ajusté de 1,5 point par rapport à 2017 (31,8 %) résulte principalement de l'impact en 2017 d'un ensemble d'éléments exceptionnels, notamment le remboursement de la contribution de 3 % sur dividendes suite à la décision du Conseil constitutionnel français d'invalider cette contribution, ainsi que l'impact favorable sur les impôts différés de la réforme fiscale américaine votée fin 2017.

2.6 Résultat net part du Groupe

Le Résultat net part du Groupe de l'exercice ressort à 332,6 millions d'euros, à comparer à 308,0 millions d'euros en 2017. Le bénéfice net par action (BPA) s'est élevé à 0,76 euro, à comparer à 0,71 euro en 2017.

2.7 Résultat net ajusté part du Groupe

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement nets d'impôt.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ

(en millions d'euros)	2018	2017
Résultat net part du Groupe	332,6	308,0
BPA ^(a) (en euro par action)	0,76	0,71
Éléments non récurrents	115,4	139,2
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	8,6
Effet d'impôt sur les éléments non récurrents	(30,8)	(39,7)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	417,2	416,1
BPA AJUSTÉ ^(a) (en euro par action)	0,96	0,95

(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 435 786 895 en 2018 et de 436 422 741 en 2017.

Le Résultat net part du Groupe ajusté s'élève à 417,2 millions d'euros, en légère hausse de 0,3 % par rapport à 2017. Le bénéfice net ajusté par action s'élève à 0,96 euro en 2018, à comparer à 0,95 euro en 2017.

2.8 Résultat par activité

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

(en millions d'euros)	Croissance					
	2018	2017	Totale	Croissance organique	Effet périmètre	Effet de change
Marine & Offshore	364,9	364,9	(4,5) %	(0,9) %	+ 0,2 %	(3,8) %
Agroalimentaire & Matières Premières	1 073,7	1 072,5	+ 0,1 %	+ 4,5 %	+ 1,1 %	(5,5) %
Industrie	1 061,3	1 096,3	(3,2) %	+ 3,5 %	+ 0,0 %	(6,7) %
Bâtiment & Infrastructures	1 267,2	1 119,9	+ 13,2 %	+ 4,3 %	+ 10,9 %	(2,0) %
Certification	374,5	368,6	+ 1,6 %	+ 7,8 %	+ 0,0 %	(6,2) %
Biens de consommation	670,2	667,1	+ 0,5 %	+ 4,3 %	+ 0,7 %	(4,5) %
TOTAL GROUPE	4 795,5	4 689,4	+ 2,3 %	+ 4,0 %	+ 3,0 %	(4,7) %

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ PAR ACTIVITÉ

(en millions d'euros)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée					
	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation totale (points de base)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Marine & Offshore	73,5	80,2	(8,4) %	21,1 %	22,0 %	(90)	+ 10	0	(100)
Agroalimentaire & Matières Premières	132,0	134,6	(1,9) %	12,3 %	12,6 %	(25)	(10)	+ 15	(30)
Industrie	131,1	133,1	(1,5) %	12,4 %	12,1 %	+ 20	+ 35	0	(15)
Bâtiment & Infrastructures	188,2	170,1	+ 10,6 %	14,8 %	15,2 %	(35)	(35)	+ 15	(15)
Certification	66,4	62,9	+ 5,6 %	17,7 %	17,1 %	+ 65	+ 185	0	(120)
Biens de consommation	166,8	164,6	+ 1,3 %	24,9 %	24,7 %	+ 25	+ 50	(15)	(10)
TOTAL GROUPE	758,0	745,5	+ 1,7 %	15,8 %	15,9 %	(10)	+ 20	0	(30)

ÉVOLUTION DE LA MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE

(en pourcentage et points de base)

Marge opérationnelle ajustée au 31 décembre 2017	15,9 %
Variation organique	+ 20 pb
Marge opérationnelle ajustée organique	16,1 %
Effet périmètre	0 pb
Marge opérationnelle ajustée à taux de change constant	16,1 %
Effet de change	(30) pb
MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE AU 31 DÉCEMBRE 2018	15,8 %

Marine & Offshore

Le chiffre d'affaires a très légèrement baissé à taux de change constant (- 0,7 %), avec notamment une croissance organique négative de 0,9 % et une croissance externe de 0,2 % après une accélération de la reprise au second semestre principalement portée par l'activité Nouvelles constructions en Chine. Le chiffre d'affaires au T4 2018 a progressé de 6,9 % en organique.

Le chiffre d'affaires pour le segment Navires en service (61 % du chiffre d'affaires de la division) est en léger repli par rapport à l'exercice précédent (- 1,0 %), avec la situation suivante par sous-segment : Le sous-segment Navires en service (Core) a légèrement baissé, signe d'une certaine pression sur les prix et d'une flotte globalement stable (+ 0,3 % en nombre de navires). Les activités Offshore ont enregistré une croissance faible à un chiffre, portée par la reprise des études d'évaluation des risques et par l'extension des services fournis aux clients. Les services de règlement des sinistres ont montré une certaine stabilisation au T4 2018.

Au 31 décembre 2018, la flotte classée par Bureau Veritas est composée de 11 332 navires et représente 119,8 millions de tonneaux bruts (GRT), soit une hausse de 1,6 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires du segment Nouvelles constructions (39 % du chiffre d'affaires de la division) a également légèrement baissé durant l'exercice (- 0,8 %), avec une amélioration au second semestre, qui est principalement due à l'activité de certification d'équipements en Chine.

Les nouvelles commandes ont atteint 6,1 millions de tonneaux bruts à la fin décembre 2018, soit une hausse par rapport aux 5,1 millions de tonneaux bruts l'année précédente. Le carnet de commandes a progressé de 11 % atteignant 14,0 millions de tonneaux bruts fin 2018 (contre 12,6 millions de tonneaux bruts au 31 décembre 2017). Il demeure très diversifié par type de navires avec des vraquiers, pétroliers et méthanières qui étendent leur part.

La marge opérationnelle ajustée pour l'exercice s'élève à 21,1 %, en repli de 90 points de base par rapport à 2017, qui s'explique principalement par l'impact négatif des taux de change tandis que la marge sur une base organique est en hausse de 10 points de base, bénéficiant des mesures de restructuration. Au cours de l'année 2018, le Groupe a pris d'autres mesures de restructuration pour transformer le modèle opérationnel de son activité Navires en service.

Perspectives : En 2019, Bureau Veritas prévoit une croissance organique positive pour cette activité. Cela reflète (i) une reprise des Nouvelles constructions grâce à de nouvelles commandes fermes remportées fin 2017 et 2018, notamment en Chine ; (ii) une activité Navires en service qui résiste, y compris les activités Offshore, et le bénéfice limité de l'IMO 2020. Sur le plan de la rentabilité, le Groupe s'attend à une amélioration de la marge opérationnelle ajustée avec un bénéfice de la restructuration atténué par l'impact négatif des taux de change.

Agroalimentaire & Matières Premières

Le chiffre d'affaires est en hausse de 5,6 % à taux de change constant, avec une croissance organique de 4,5 % et une croissance externe de 1,1 %, portée principalement par les acquisitions dans l'activité Agroalimentaire (Shandong Cigna, FEAC, Labomag et Permulab). Le chiffre d'affaires au T4 a progressé de 4,9 % en organique.

Le segment **Produits Pétroliers et Pétrochimiques** (O&P) (37 % du chiffre d'affaires de la division) enregistre une croissance organique de 1,9 %, avec une croissance faible dans les activités liées au négoce (dans un contexte de prix concurrentiels et un environnement compétitif) et une performance nettement plus solide des activités amonts O&P. La croissance a été particulièrement forte en Afrique, élevée en Chine, solide en Europe et faible en Amérique du Nord (principalement sous l'impulsion de Maxxams Analytics). Les initiatives stratégiques du Groupe (analyse d'huiles lubrifiantes, analyse du carburant des navires) affichent une performance à deux chiffres et ont contribué de façon grandissante à la croissance de l'activité. Au T4 2018, les services d'inspection de cargaisons ont connu une amélioration dans la plupart des régions.

Le segment **Métaux & Minéraux** (28 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une performance solide, avec une croissance organique de 8,7 % en 2018, principalement sous l'impulsion des activités amonts (Upstream). Ces activités, y compris celles liées au charbon, ont enregistré une croissance à deux chiffres portée par la bonne santé du secteur de l'or et par les tendances positives dans les métaux de base (le cuivre, en particulier) et dans certains autres métaux non ferreux (nouveau développement de mines de bauxite en Afrique de l'Ouest). L'obtention de contrats importants d'externalisation liés à des sites miniers a également contribué à la croissance. Les activités liées au charbon ont profité de la forte reprise liée au développement de Bureau Veritas au Mozambique suite à l'obtention d'un important contrat. Les activités liées aux échanges (Trade) affichent une croissance faible à un chiffre portée par une croissance solide des minéraux non liés aux échanges de charbon, et avec une croissance particulièrement stable en Europe et en Afrique.

Le segment **Agroalimentaire** (20 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance organique solide de 4,4 % pour l'exercice, bénéficiant d'une croissance élevée à un chiffre dans les activités Alimentaires, tandis que les activités d'inspection et d'essais dans l'agriculture ont légèrement progressé. L'Agro-industrie a été globalement impactée par de mauvaises conditions météo (récoltes maigres en Europe du Nord en raison d'un été sec, et sécheresse en Argentine) et par d'autres facteurs exogènes (grève des routiers au Brésil perturbant la chaîne logistique à l'export, conflit entre les États-Unis et la Chine pesant sur les programmes d'exportation des États-Unis), bien que la croissance ait repris au cours du dernier trimestre sous l'impulsion des contrats remportés et de nouveaux services (dont l'agriculture de précision). À l'inverse, les activités Alimentaires sont restées prospères grâce aux ouvertures de nouveaux laboratoires, aux contrats remportés et aux bénéfices tirés des acquisitions passées. Au Canada, Maxxams Analytics a réalisé une très bonne performance. À la fin 2018, acquisitions comprises, le Groupe bénéficie d'un réseau de plus de 75 laboratoires Agroalimentaires dans le monde.

Le segment **Services aux gouvernements** (15 % du chiffre d'affaires de la division) affiche une croissance organique de 4,1 % avec une amélioration au second semestre par rapport au S1 (- 1,5 % organiquement). Malgré l'expiration de certains contrats PSI (Pre-shipment Inspection), le chiffre d'affaires a bénéficié de la montée en puissance des contrats VOC (Vérification de Conformité) et guichets uniques au Ghana, en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo. En outre, le contrat en Irak s'est stabilisé au cours de l'exercice. L'exercice 2018 a été de nouveau marqué par la disparition progressive des contrats PSI dans la composition du chiffre d'affaires (18 % de chiffre d'affaires de la division à fin 2018 avec une ambition de zéro pour cent d'ici fin 2019). Cela participe à la réduction globale du profil de risques des activités de Services aux gouvernements.

La marge opérationnelle ajustée pour l'exercice est globalement stable sur une base organique, bien qu'en raison des effets de change elle ait légèrement baissé sur une base publiée à 12,3 % contre 12,5 % en 2017.

Perspectives : En 2019, le Groupe s'attend à ce que son activité Agroalimentaire & Matières Premières réalise une croissance organique similaire à 2018, nourrie par la solidité des marchés des Métaux & Minéraux, la bonne santé des activités Agroalimentaires, l'amélioration des Services aux gouvernements et par la résistance des marchés des Produits pétroliers & pétrochimiques. Le Groupe prévoit également une amélioration de la marge portée par le bénéfice de la restructuration et par des effets de mix positifs.

Industrie

Le chiffre d'affaires a augmenté de 3,5 % à taux de change constant sur l'exercice. La croissance organique dans l'Industrie a confirmé sa reprise en 2018, avec une hausse de + 3,5 % dont + 6,2 % au cours du dernier trimestre. Cette croissance reflète les bénéfices de la stratégie de diversification vers les marchés Opex et hors Pétrole & Gaz ainsi que l'amélioration des conditions de marché dans le Pétrole & Gaz durant la seconde moitié de l'exercice.

Le Groupe a enregistré une croissance solide dans les activités Opex (+ 7,3 %), qui font partie des Initiatives de Croissance du plan stratégique du Groupe. Les activités Opex dans le secteur Power & Utilities ont augmenté de 17,4 %, grâce à la montée en puissance de plusieurs contrats en Amérique latine. Le segment Nucléaire a enregistré une bonne performance, en particulier en Europe (y compris au Royaume-Uni).

Dans les marchés Pétrole & Gaz (36 % du chiffre d'affaires de la division), la situation s'est améliorée au cours de l'exercice sur tous les fronts : Les activités liées aux Opex ont enregistré une croissance organique modérée à un chiffre, bénéficiant d'une forte augmentation des volumes, dans pratiquement toutes les régions (et en Amérique latine en particulier), ce qui a largement compensé la pression persistante sur les prix. L'important contrat Qatargas, remporté au S1 2018, a commencé à contribuer à la croissance. Les activités liées aux Capex ont connu une baisse modérée à un chiffre (dans le haut de la fourchette) malgré des tendances à l'amélioration avec un retour à la croissance au second semestre (y compris + 5,5 % au T4 2018). Cette situation a été favorisée par des développements positifs aux États-Unis et en Corée du Sud, grâce à un certain nombre de projets Capex, tandis que l'Amérique latine, dont le Brésil, ont connu une stabilisation de l'activité. En Asie, l'activité est restée faible. Au cours de l'exercice, le Groupe a enregistré une accumulation d'opportunités Capex, principalement de petite taille.

Au niveau géographique, la croissance a été forte en Amérique latine (principalement sous l'impulsion de la Colombie, du Pérou et de l'Argentine) grâce à la diversification du secteur, tandis que l'activité est restée solide en Amérique du Nord (portée par les États-Unis) et dans certains pays européens (y compris le Royaume-Uni et des pays de l'Est).

La marge opérationnelle ajustée pour l'exercice a gagné 20 points de base pour atteindre 12,4 %, contre 12,1 % en 2017, dont une amélioration organique de 35 points de base grâce aux efforts de restructuration et à un effet de mix moins négatif lié à la baisse du Capex Pétrole & Gaz.

Perspectives : En 2019, Bureau Veritas prévoit pour son activité Industrie une croissance organique similaire à celle de 2018, portée par la poursuite de sa fructueuse diversification des services Opex avec l'amélioration des marchés Capex Pétrole & Gaz vers le second semestre de l'année. Le Groupe prévoit également une amélioration de la marge portée par le bénéfice de la restructuration et par des effets de mix positifs.

Bâtiment & Infrastructures

L'activité Bâtiment & Infrastructures affiche une croissance forte de 15,2 % à taux de change constant en 2018, avec un impact lié à la croissance externe de 10,9 % grâce notamment à la finalisation de l'acquisition de EMG aux États-Unis.

Sur une base organique, la croissance est de 4,3 % pour l'exercice (dont 4,5 % au dernier trimestre), répartie dans la plupart des régions. La croissance organique a été légèrement plus forte dans l'activité des Bâtiments en service (58 % du chiffre d'affaires de la division) que dans les activités liées à la Construction (42 % du chiffre d'affaires de la division).

La croissance en Europe (55 % du chiffre d'affaires de la division) est supérieure à la moyenne de la division, en particulier grâce à une solide performance en France (41 % du chiffre d'affaires). Cette dernière a été principalement portée par les activités liées aux Opex (de nature réglementaire) dans lesquelles le Groupe a gagné des parts de marché sur le marché de masse et lancé plusieurs initiatives de croissance.

En Asie-Pacifique (23 % du chiffre d'affaires de la division), la croissance solide est principalement due à l'Australie (croissance à deux chiffres bénéficiant de l'acquisition de McKenzie). La Chine (15 % du chiffre d'affaires Bâtiment & Infrastructures) a également maintenu sa bonne croissance dans l'assistance à la gestion des projets énergétiques et d'infrastructure, grâce aux acquisitions passées.

Dans la région Amériques (19 % du chiffre d'affaires de la division), la croissance est inférieure à la moyenne de la division, avec une croissance mitigée en Amérique latine (affaiblie par le Chili alors que le Brésil a connu une reprise au dernier trimestre) et une croissance solide aux États-Unis, en particulier pour les services de conformité à la réglementation. Aux États-Unis, le Groupe a également enregistré un effet périmètre important, suite à l'acquisition de California Code Check (juin 2017), Primary Integration Solutions (novembre 2017) et EMG (février 2018). L'intégration de EMG se poursuit conformément aux attentes, avec plusieurs opportunités de synergie en cours.

La marge opérationnelle ajustée pour l'exercice a baissé de 35 points de base pour atteindre 14,8 %, à cause de la pression sur les prix et d'effets de mix géographiques.

Perspectives : En 2019, les perspectives pour l'activité restent globalement positives avec une croissance organique similaire attendue portée à la fois par les activités liées aux Capex et aux Opex. Sur le plan de la rentabilité, le Groupe prévoit une marge légèrement supérieure par rapport à l'exercice précédent.

Certification

L'activité Certification affiche une forte croissance organique de 7,8 % pour l'exercice 2018, avec une progression dans la plupart des régions et des catégories de services.

Globalement, la croissance a été soutenue principalement par le renouvellement des normes (ISO 9001, 14001, AS 9100 dans l'aéronautique et IATF dans l'automobile), en particulier au T2 et au T3 2018, à l'approche de la date limite de transition vers les normes révisées fixée au 15 septembre 2018. Au 31 décembre 2018, 99 % des clients de Bureau Veritas avaient déjà fait la transition vers les nouvelles normes QHSE (ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015), affichant un taux de transition et de rétention très élevé. Au cours du dernier trimestre, la croissance organique a baissé de 3,5 %, conséquence de la fin de la période de révision des normes qui a duré 3 ans. Suite à la transition, au T4 2018 et en 2019, les marchés QHSE et Transports devraient connaître un recul en raison de l'absence des jours-homme relatifs à la transition.

Le segment Chaîne d'approvisionnement enregistre une croissance à deux chiffres, grâce à l'Automobile et à l'Aéronautique. Les activités de Certification autour de la gestion de l'énergie, des systèmes de gestion de la filière bois, les schémas de certification alimentaire et des produits alimentaires biologiques enregistrent une croissance à deux chiffres, tandis que les audits sociaux & personnalisés affichent une croissance modérée à un chiffre.

Le Groupe a également bénéficié d'une forte croissance grâce au développement de son offre en matière de Risques d'Entreprise incluant la lutte contre la corruption, la continuité de l'activité, la cybersécurité et la certification en matière de confidentialité des données avec le RGPD.

Les contrats de certification internationale ont augmenté de 6,5 % en organique, avec la montée en puissance de nouveaux contrats signés avec des sociétés internationales, notamment dans les secteurs Automobile, Aérospatial, Alimentaire, Services, Utilités et Pétrole & Gaz.

Au niveau géographique, une croissance à deux chiffres a été enregistrée en Europe du Nord (Allemagne) et en Europe du Sud (Italie et Espagne), une croissance élevée à un chiffre en France et en Asie (portée par la Chine). Une croissance modérée à un chiffre a été enregistrée en Amérique latine (portée par l'Argentine et, dans une certaine mesure, le Brésil).

La marge opérationnelle ajustée pour l'exercice a augmenté de 65 points de base pour atteindre un solide 17,7 %. Ces chiffres traduisent la solide croissance organique, portée par le levier opérationnel et le mix, en grande partie contrebalancée par l'impact négatif des taux de change (à cause de la dépréciation des devises de la plupart des pays émergents, en particulier en Amérique latine).

Perspectives : En 2019, l'activité Certification devrait réaliser une croissance organique légèrement négative, conséquence de (i) l'impact de la transition QHSE et Transports, qui a pris fin en septembre 2018 et généré une base de comparaison exigeante pour les neuf premiers mois de l'exercice ; (ii) une croissance solide dans les autres activités, venant principalement des schémas de certification alimentaire, de développement durable, de la formation et des audits personnalisés. Sur le plan de la rentabilité, le Groupe orientera ses efforts sur la protection de la marge.

Biens de consommation

Le chiffre d'affaires a augmenté de 5,0 % à taux de change constant, avec une croissance organique de 4,3 %. La performance est solide dans toutes les catégories de services. Le chiffre d'affaires du T4 2018 est en hausse de 4,5 % à taux de change constant, bénéficiant d'une augmentation de 4,0 % sur une base organique.

Le segment Produits Électriques & Électroniques (34 % du chiffre d'affaires de la division) affiche une croissance organique modérée à un chiffre, qui s'explique par une croissance à deux chiffres dans l'Automobile, et une croissance élevée à un chiffre des activités de tests dans le Mobile, principalement en Asie du Sud, en Asie de l'Est et en Europe.

Le segment Biens Durables enregistre une performance légèrement supérieure à la moyenne de la division, grâce à la Chine et une dynamique solide auprès des grands comptes, en particulier en Europe ; le sous-segment Jouets reste relativement stable par rapport à l'exercice précédent.

Enfin, le segment Textiles (35 % du chiffre d'affaires de la division) affiche une croissance modérée à un chiffre, avec une forte croissance en Europe favorisée par l'obtention d'importants contrats ainsi qu'une très bonne dynamique en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est bénéficiant de la délocalisation d'activités de fabrication chinoises. L'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est représentent désormais une part importante de l'activité Biens de consommation.

Concernant l'escalade des tarifs douaniers entre les États-Unis et la Chine, le Groupe continue de suivre la situation de près. Bureau Veritas s'engage de façon proactive auprès de ses clients et se trouve dans une position idéale pour suivre toute délocalisation de production grâce à son vaste réseau géographique de laboratoires. Dans ce contexte incertain, le Groupe a encore accéléré son développement sur le marché intérieur chinois et hors des États-Unis (notamment en Asie du Sud-Est et en Europe). La hausse des tarifs pourrait également offrir une opportunité au Groupe car ses services vont devenir d'autant plus importants pour garantir que la qualité des produits lors de changements d'approvisionnement soit à minima maintenue.

La marge opérationnelle ajustée pour l'exercice s'est améliorée de 25 points de base pour atteindre un solide 24,9 %, dont une amélioration organique de 50 points de base qui est due à des initiatives sur la marge (gestion des coûts/Lean) et des effets de périmètre et de change négatifs.

Perspectives : En 2019, le Groupe prévoit une croissance organique similaire à celle de 2018, avec une forte dynamique en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, une croissance solide en Europe et une performance résiliente aux États-Unis comme en Chine. Sur le plan de la rentabilité, le Groupe concentrera ses efforts sur la protection de la marge.

3 Flux de trésorerie et financement

3.1 Flux de trésorerie

(en millions d'euros)

	2018	2017
Résultat avant impôts	544,4	503,2
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement	87,4	103,8
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	25,8	(0,3)
Amortissements et dépréciations	200,3	203,7
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	4,1	(59,5)
Impôts payés	(176,5)	(169,7)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	685,5	581,2
Acquisitions de filiales	(141,5)	(164,8)
Cessions de filiales et d'activités	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(130,9)	(142,3)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6,8	8,9
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(18,6)	(32,2)
Cessions d'actifs financiers non courants	9,9	10,3
Variation des prêts et avances consenties	(0,8)	7,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0,2	0,7
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(274,9)	(312,1)
Augmentation de capital	2,6	3,4
Acquisition/cession d'actions propres	(30,9)	(36,8)
Dividendes versés	(277,7)	(295,4)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	833,4	172,6
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(166,4)	(717,0)
Remboursement des dettes avec les actionnaires	-	(3,4)
Intérêts payés	(83,0)	(98,2)
Autres	-	(0,3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	278,0	(975,1)
Incidence des écarts de change	(8,5)	(27,7)
Incidence des changements de méthode	-	0,2
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	680,1	(733,5)
Trésorerie nette au début de la période	354,5	1 088,0
TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PÉRIODE	1 034,6	354,5
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	1 046,3	364,3
Dont concours bancaires courants	(11,7)	(9,8)

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Le flux net de trésorerie généré par l'activité est en forte hausse de 17,9 % à 685,5 millions d'euros, malgré des effets de change négatifs estimés à 36,8 millions d'euros. La variation du BFR au 31 décembre 2018 a représenté une ressource de 4,1 millions d'euros, contre un emploi de 59,5 millions d'euros en 2017. Malgré l'accélération de la croissance organique du chiffre d'affaires au quatrième trimestre à 4,4 %, la variation du BFR a progressé grâce aux actions menées dans le cadre du programme Move For Cash dédié à l'amélioration du besoin en fonds de roulement. Cet effet

positif a également été appuyé par l'amélioration du résultat avant impôt ainsi que l'évolution favorable d'éléments sans incidence sur la trésorerie (progression du résultat de change latent portant sur des éléments non-opérationnels et effet positif des différés de paiement de loyers) au cours de l'exercice 2018.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) s'établit à 433,1 millions d'euros au 31 décembre 2018, à comparer à 426,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 (453,2 millions d'euros publiés en 2017 avant retraitement relatif à l'application de la norme IFRS 9). En pourcentage du chiffre d'affaires, le BFR est en baisse à 9,0 %, à comparer à 9,1 % en 2017 (9,7 % publiés en 2017 avant retraitement relatif à l'application de la norme IFRS 9).

(en millions d'euros)

	2018	2017
Flux net de trésorerie généré par l'activité	685,5	581,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(130,9)	(142,3)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6,8	8,9
Intérêts payés	(83,0)	(98,2)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	478,4	349,6

Le flux de trésorerie disponible, correspondant au flux net de trésorerie généré par l'activité après impôts, intérêts financiers et acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, s'élève à 478,4 millions d'euros en 2018, en très forte hausse de 36,8 % par rapport à 2017. Sur une base organique, le flux de trésorerie

disponible a progressé de 42,2 % au cours de l'exercice 2018. Le flux de trésorerie disponible bénéficie principalement de l'amélioration matérielle du flux net de trésorerie généré par l'activité, et dans une moindre mesure de la baisse des intérêts payés et des acquisitions d'immobilisations nettes des cessions au cours de la période.

ÉVOLUTION DU FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE

(en millions d'euros)

Flux de trésorerie disponible au 31 décembre 2017	349,6
Variation organique	+ 147,4
Flux de trésorerie disponible organique	497,0
Effet périmètre	+ 12,9
Flux de trésorerie disponible à taux constant	509,9
Effet de change	(31,5)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU 31 DÉCEMBRE 2018	478,4

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

L'inspection et la certification sont des activités de services peu intensives en capital alors que les activités d'analyse et de test en laboratoires requièrent des investissements en équipements. Ces dernières concernent les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières (Services au gouvernement et commerce international faisant partie de l'activité Agroalimentaire & Matières Premières), nécessitant des équipements scanners et des systèmes d'information.

Le montant total des investissements d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des cessions réalisées par le Groupe est maîtrisé à 124,1 millions d'euros. Ainsi, le montant net des investissements du Groupe exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires ressort à 2,6 %, à comparer à 2,8 % en 2017.

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en baisse à 83,0 millions d'euros, par rapport à 98,2 millions d'euros en 2017. Il est à noter que l'exercice 2017 comprenait un dernier coupon annuel de 3,75 % payé en mai 2017 suite au remboursement de l'émission obligataire à échéance mai 2017 pour un montant de 500 millions.

Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement du Groupe reflètent son développement par croissance externe. Le détail des acquisitions réalisées par le Groupe peut être présenté de la manière suivante :

(en millions d'euros)	2018	2017
Prix des activités acquises	(131,4)	(189,9)
Trésorerie des sociétés acquises	1,8	15,2
Complément de prix restant à payer au titre des acquisitions de l'année	6,3	30,9
Paieement en éléments de capitaux propres	4,0	-
Décaissements sur acquisitions antérieures	(18,1)	(15,1)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(137,4)	(158,9)
Frais d'acquisition	(4,1)	(5,9)
ACQUISITION DE FILIALES	(141,5)	(164,8)

Acquisitions et cessions de sociétés

En 2018, le Groupe a réalisé six acquisitions. Une description succincte de ces acquisitions figure dans la section 1 – Faits marquants de l'exercice du présent avis de convocation, et dans la Note 12 annexée aux états financiers consolidés 2018, figurant à la section 5.1 du Document de référence 2018.

L'impact financier net des acquisitions est de 144,4 millions d'euros. Il comprend :

- 141,5 millions d'euros au titre de l'acquisition de filiales ;
- 2,9 millions d'euros de dette financière des sociétés acquises.

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Pour servir les plans de *stock-options* et d'actions de performance, la Société a réalisé en 2018 des rachats d'actions nets des augmentations de capital pour un montant de 28,3 millions d'euros.

Dividendes

En 2018, le Groupe a versé des dividendes pour un montant de 277,7 millions d'euros, dont 243,7 millions d'euros versés par Bureau Veritas SA à ses actionnaires au titre de l'exercice 2017 (dividende unitaire de 0,56 euro).

Dette financière

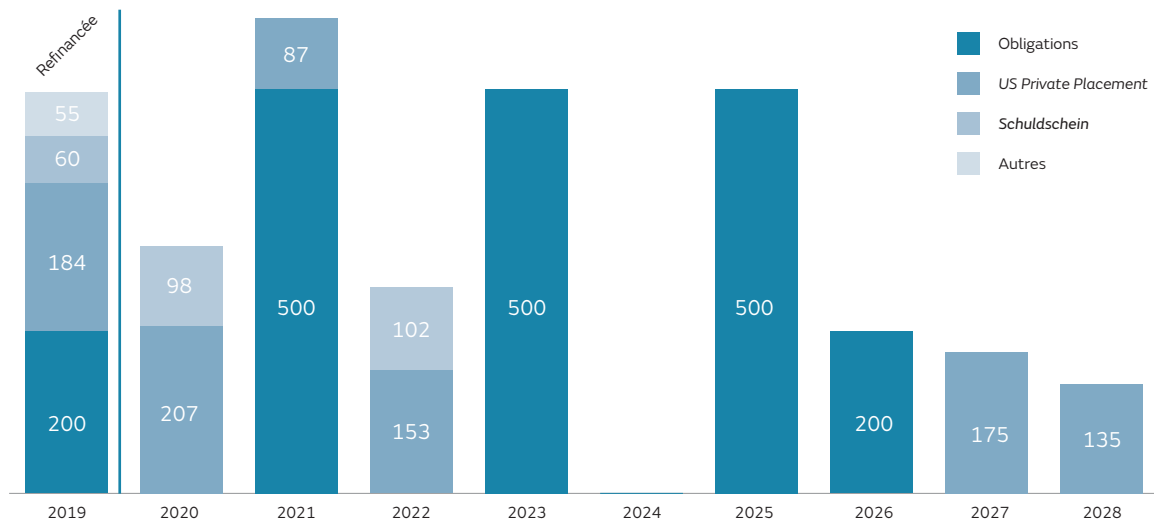
Le montant de la dette financière brute au bilan a augmenté de 705,7 millions d'euros au 31 décembre 2018, par rapport au 31 décembre 2017. Cette augmentation résulte essentiellement des opérations de refinancement réalisées par anticipation au cours de l'exercice 2018 afin de bénéficier de conditions de marché favorables, et décrits dans la section 1.3 du présent avis de convocation.

La dette financière nette ajustée est en légère augmentation (+ 20,7 millions d'euros). Cette augmentation résulte principalement :

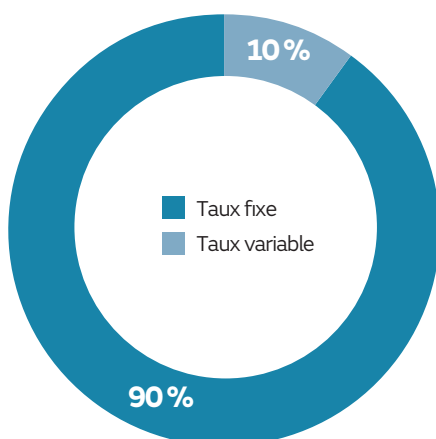
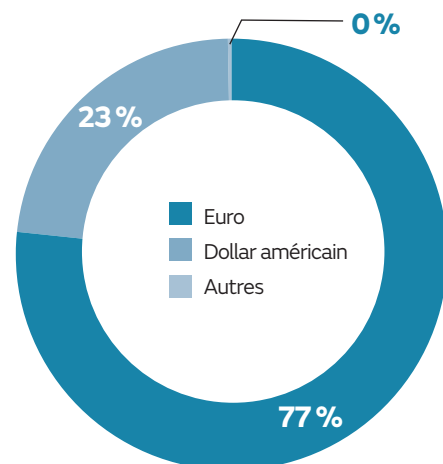
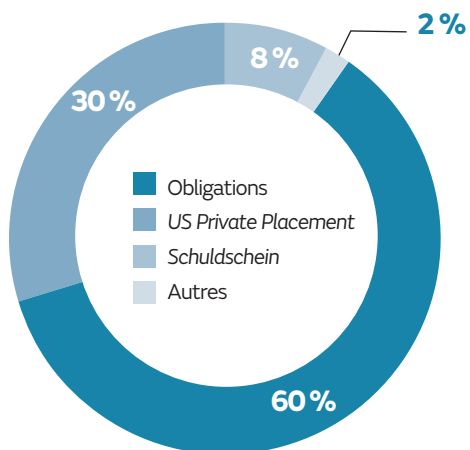
- des décaissements liés aux acquisitions de l'exercice pour 141,5 millions d'euros, aux dividendes versés à hauteur de 277,7 millions d'euros et aux achats d'actions propres pour 30,9 millions d'euros ;
- du flux de trésorerie disponible de 478,4 millions d'euros et de l'impact défavorable, pour 39,0 millions d'euros, de l'évolution des cours de change sur la dette au 31 décembre 2018.

3.2 Financement

PROFIL DE MATURITÉ DE LA DETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018



RÉPARTITION DE LA DETTE



Sources de financement du Groupe

Principales sources de financement

Au 31 décembre 2018, l'endettement brut du Groupe s'élève à 3 154,7 millions d'euros et se compose de :

Financements non bancaires :

- le US Private Placement 2008 (141,7 millions d'euros) ;
- le US Private Placement 2010 (184,1 millions d'euros) ;
- le US Private Placement 2011 et 2014 (174,7 millions d'euros) ;
- le US Private Placement 2013 et 2014 (131,0 millions d'euros) ;
- le US Private Placement 2017 ((310,0 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc ;

- le US Private Placement 2018 porté par Bureau Veritas Holdings, Inc., non tiré ;
- les différentes tranches des emprunts Schuldschein SSD (260 millions d'euros) ; et
- les émissions obligataires de 2014, 2016 et 2018 (1,9 milliard d'euros).

Financements bancaires :

- le crédit syndiqué (« Crédit Syndiqué 2018 »), non tiré ;
- le financement bancaire porté par Bureau Veritas Investment Shanghai Co., Ltd, non tiré ;
- les autres emprunts bancaires (15,0 millions d'euros) ; et
- les concours bancaires (11,7 millions d'euros).

Frais d'emprunts et intérêts courus (26,5 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(en millions d'euros)	2018	2017
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 655,7	2 240,0
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	487,3	199,2
Concours bancaires	11,7	9,8
ENDETTEMENT BRUT TOTAL	3 154,7	2 449,0

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(en millions d'euros)	2018	2017
Valeurs mobilières et créances assimilées	607,5	7,1
Disponibilités	438,8	357,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 046,3	364,3
Endettement brut total	3 154,7	2 449,0
ENDETTEMENT NET TOTAL	2 108,4	2 084,7
Instruments de couverture de devises	6,7	9,7
ENDETTEMENT NET AJUSTE	2 115,1	2 094,4

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des ratios bancaires) s'élève à 2 115,1 millions d'euros au 31 décembre 2018, à comparer à 2 094,4 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Ratios bancaires

Certains financements du Groupe sont soumis au respect de certains engagements et ratios bancaires. Au 31 décembre 2018, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport de la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise. Celui-ci doit être inférieur à 3,25. Au 31 décembre 2018, ce ratio s'élève à 2,34 ;
- le second ratio représente l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe. Celui-ci doit être supérieur à 5,5. Au 31 décembre 2018, ce ratio s'élève à 10,95.

5 Événements postérieurs à l'approbation des comptes

Acquisition de Capital Energy

Le 16 janvier 2019, Bureau Veritas a annoncé l'acquisition de Capital Energy SAS, une société française qui propose des services de conseil et d'assistance visant à valoriser les projets de Certificats d'Économies d'Énergie (CEE). Ses clients comprennent les fournisseurs d'énergie et les acteurs de la grande distribution. Capital Energy s'adresse également aux bailleurs et copropriétés, aux collectivités territoriales, aux industriels et aux maîtres d'œuvre de la construction mettant en place des opérations d'économies

d'énergie. Capital Energy, créé en 2010 à Paris, dispose d'une antenne à Nantes. La société emploie 36 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 23 millions d'euros en 2017. Cette acquisition permet à Bureau Veritas d'élargir ses services liés à la performance énergétique des bâtiments et actifs industriels. Les CEE représentent un segment de marché en forte croissance entraîné par des initiatives volontaristes en matière d'économies d'énergie. En France, Capital Energy fait partie des principaux acteurs du marché.

6 Changements significatifs de la situation financière et commerciale

Néant.

7 Tendances pour l'exercice 2019

Pour l'exercice 2019, le Groupe prévoit :

- une solide croissance organique du chiffre d'affaires ;
- une amélioration continue de la marge opérationnelle ajustée à taux de change constant ;
- une génération de flux de trésorerie maintenue à un niveau élevé.

5

Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte des actionnaires



AVERTISSEMENT : Le présent rapport a pour objet de vous présenter les projets de résolutions soumis à l'Assemblée générale par le Conseil d'administration de Bureau Veritas SA (la « Société »). Il est destiné à vous exposer les points importants des projets de résolutions conformément à la réglementation en vigueur. Il ne prétend pas, par conséquent, à l'exhaustivité ; aussi est-il indispensable que vous procédiez à une lecture attentive du texte des résolutions avant d'exercer votre droit de vote.

L'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats de la Société et de son Groupe au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur (notamment les informations sur la responsabilité sociale, sociétale et environnementale), figurent dans le rapport sur l'exercice clos le 31 décembre 2018 intégré au Document de référence 2018 auquel vous êtes invités à vous reporter.

Le rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration, établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, vous est également présenté dans le Document de référence 2018 (chapitre 3 – Gouvernement d'entreprise).

L'ensemble des rapports, les rapports des Commissaires aux comptes, les comptes sociaux et les comptes consolidés (bilan, compte de résultat, annexes et autres documents ou renseignements s'y rapportant) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, de même que les autres documents et informations prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables en vigueur, sont mis à votre disposition et/ou vous seront communiqués dans les conditions et délais prévus par lesdites dispositions.

Le Document de référence 2018 est disponible notamment sur le site internet de la Société (<https://group.bureauveritas.com/fr>).

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

➤ Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018

1^{re} et 2^e résolutions

- La 1^{re} résolution a pour objet de soumettre à votre approbation les **comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion 2018 du Conseil d'administration et dans le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, faisant apparaître un **bénéfice de l'exercice égal à 339 206 682,98 euros**.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, cette résolution a également pour objet de soumettre à votre approbation le **montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés** visées au 4^o de l'article 39 dudit Code qui s'élève à **121 476,42 euros**, ainsi que le montant de l'impôt sur les sociétés correspondant qui s'élève à **41 828,38 euros**. Ce montant correspond à la somme des amortissements, non déductibles fiscalement, des véhicules de collaborateurs.

- La 2^e résolution a pour objet de soumettre à votre approbation les **comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion 2018 du Conseil d'administration et dans le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, faisant apparaître un **bénéfice de l'exercice égal à 355,1 millions d'euros**.

En vue de l'examen des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et pour d'avantage d'informations concernant lesdits comptes, le Conseil d'administration vous invite à prendre connaissance de son rapport de gestion 2018 et des rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 inclus dans le Document de référence 2018 de la Société rendu public conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et disponible notamment sur le site internet de la Société (<https://group.bureauveritas.com/fr>).

➤ Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, fixation du dividende, option pour le paiement du dividende en actions

3^e résolution

- La 3^e résolution a pour objet de vous proposer de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice 2018 et à la distribution du dividende avec une option pour le paiement en numéraire ou en actions nouvelles.

Le montant du dividende proposé s'élève à **0,56 euro par action**.

Il vous est proposé de fixer la date de mise en paiement du dividende le **11 juin 2019**.

En application du 1. A. 1^o de l'article 200 A du Code général des impôts, les dividendes perçus par les actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à l'imposition forfaitaire au taux de 12,8 % sur leur montant brut.

Toutefois, en application du 2. de l'article 200 A du Code général des impôts, ces actionnaires peuvent également opter pour l'imposition au barème de l'impôt sur le revenu. Dans cette hypothèse, conformément au 2^o du 3. de l'article 158 du Code général des impôts, ils bénéficieront alors d'un abattement de 40 % sur le montant brut du dividende.

Dans tous les cas, un prélèvement à la source au taux de 12,8 % du montant brut du dividende (augmenté des prélèvements sociaux au taux de 17,2 %, soit un total de 30 %) sera effectué par la Société. Le prélèvement à la source d'un montant de 12,8 % est un acompte d'impôt sur le revenu et sera donc imputable sur l'impôt sur le revenu dû en 2020 par le bénéficiaire calculé sur les revenus perçus en 2019.

Le Conseil d'administration, conformément à l'article L. 232-18 du Code de commerce et à l'article 35 des statuts de la Société, constatant que le capital est entièrement libéré, vous propose

d'opter pour le paiement du dividende faisant l'objet de la présente résolution :

- en numéraire, ou
- en actions nouvelles de la Société.

Cette option s'appliquera au montant total du dividende auquel l'actionnaire a droit. Si le montant des dividendes pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire recevra le nombre d'actions immédiatement inférieur, complété d'une soulte en espèces.

Au plan fiscal, les actionnaires ayant exercé l'option pour le paiement du dividende en actions seront imposés selon les mêmes modalités qu'en cas de versement en numéraire.

Les actions nouvelles, en cas d'exercice de la présente option, seront émises à un prix égal à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée générale diminuée du montant du dividende faisant l'objet de la présente résolution et arrondi au centime d'euro supérieur. Les actions ainsi émises porteront jouissance au 1^{er} janvier 2019 et seront entièrement assimilées aux autres actions composant le capital social.

Les actionnaires pourront opter pour le paiement du dividende en numéraire ou pour le paiement du dividende en actions nouvelles entre le **22 mai 2019 et le 3 juin 2019 inclus**. Au-delà de la période d'option, en cas d'absence d'option effectuée par un actionnaire, le dividende sera payé uniquement en numéraire.

Pour les actionnaires ayant opté pour le dividende en numéraire, le dividende sera payé le **11 juin 2019**. Pour les actionnaires ayant opté pour le paiement du dividende en actions, la livraison des actions nouvelles interviendra à la même date.

➤ Approbation des conventions et engagements réglementés

4^e résolution

- Le Conseil d'administration vous indique qu'aucune convention nouvelle ou engagement nouveau tel que visé à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la 4^e résolution d'approuver le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés lequel (i) rappelle les conventions et engagements précédemment autorisés par l'Assemblée générale et qui se sont poursuivis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et (ii) ne comporte **aucune convention nouvelle ni aucun engagement nouveau**, autorisés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et non approuvés par l'Assemblée générale, entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 précité.

Le Conseil d'administration vous invite à prendre connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés inclus dans le Document de référence 2018 de la Société rendu public conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et disponible notamment sur le site Internet de la Société (<https://group.bureauveritas.com/fr>).

➤ Composition du Conseil d'administration : ratification de la cooptation de Monsieur Philippe Lazare et nomination de Monsieur Frédéric Sanchez en qualité d'administrateurs

5^e et 6^e résolutions

La Société dispose, à la date du présent rapport, d'un Conseil d'administration composé de 12 administrateurs. Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des 5^e et 6^e résolutions, le Conseil d'administration sera composé à l'issue de l'Assemblée générale de 12 membres. La durée du mandat des administrateurs

fixée dans les statuts de la Société est de 4 ans. Toutefois, par dérogation, l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires peut, sur proposition du Conseil d'administration, nommer ou renouveler un ou plusieurs administrateurs pour une durée de 1, 2 ou 3 années afin de permettre un renouvellement échelonné des membres du Conseil d'administration.

En outre, en cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations à titre provisoire effectuées par le Conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire.

- Le Conseil d'administration, lors de sa séance du 3 octobre 2018, a coopté Monsieur Philippe Lazare en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Jean-Michel Ropert, démissionnaire, avec effet le même jour et ce, pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-24 du Code de commerce, le Conseil d'administration soumet à votre vote aux termes de la 5^e résolution la ratification de la cooptation de Monsieur Philippe Lazare.

- Le mandat d'administrateur de Monsieur Pierre Hessler arrivant à échéance à l'issue de la présente Assemblée générale, la 6^e résolution a pour objet de vous proposer, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de nommer en remplacement Monsieur Frédéric Sanchez pour une durée de 4 années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Conformément au Code AFEP/MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, et sur recommandations du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration a considéré que Messieurs Philippe Lazare et Frédéric Sanchez remplissaient l'ensemble des critères afin d'être qualifiés d'administrateurs indépendants.

L'ensemble des informations prévues par les dispositions réglementaires applicables concernant les administrateurs dont la ratification ou la nomination est proposée figure en pages 15 et 16 ci-avant.

➤ Approbation des éléments de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général

7^e et 8^e résolutions

En application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, le Conseil d'administration soumet à l'approbation de l'Assemblée générale :

- aux termes de la 7^e résolution, les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de l'exercice de son mandat, au **Président du Conseil d'administration** et constituant la **politique de rémunération** le concernant ;
- aux termes de la 8^e résolution, les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de l'exercice de son mandat, au **Directeur Général** et constituant la **politique de rémunération** le concernant.

Ces principes et critères arrêtés par le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, sont présentés en section 3.2.2 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux – Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux du Document de référence 2018 incluant le rapport de gestion qui comprend le rapport du Conseil d'administration visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

En application de l'article L. 225-100 du Code de commerce, les montants résultant de la mise en œuvre de ces principes et critères seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Nous vous proposons d'approuver les principes et critères tels que présentés dans ce rapport.

➤ Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 aux dirigeants mandataires sociaux

9^e à 10^e résolutions

En application des articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce, il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver :

- aux termes de la 9^e résolution, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à **Monsieur Aldo Cardoso** en raison de son mandat de **Président du Conseil d'administration** ;
- aux termes de la 10^e résolution, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à **Monsieur Didier Michaud-Daniel** en raison de son mandat de **Directeur Général**.

Vous trouverez ci-après une présentation synthétique des éléments de la rémunération due ou attribuée aux dirigeants mandataires sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (étant précisé que l'ensemble de ces éléments est détaillé dans le Document de référence 2018 en section 3.2.2 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux au titre de l'exercice 2018, pages 185 et 186, laquelle comprend une comparaison avec les éléments de la rémunération attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017).

**TABEAU RÉCAPITULATIF DES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DE DIDIER MICHAUD-DANIEL,
DIRECTEUR GÉNÉRAL AU TITRE DE L'EXERCICE 2018**

	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe	900 000 euros	Le Conseil d'administration du 28 février 2018, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a fixé la rémunération fixe annuelle brute et la rémunération variable cible du Directeur Rémunération général à 900 000 euros. La rémunération fixe annuelle demeure inchangée depuis 2015.
Rémunération variable cible	900 000 euros	
Rémunération variable annuelle	1 040 445 euros	Lors de sa réunion du 27 février 2019, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a constaté que le taux de réalisation des critères quantifiables était de 129,3% et celui des critères qualitatifs de 95,0% de la rémunération fixe annuelle due à Didier Michaud-Daniel au titre de l'exercice 2018, ce qui l'a conduit à fixer la rémunération variable du Directeur général pour 2018 à 115,6 % de sa rémunération fixe annuelle due au titre de ce même exercice, soit 1 040 445 euros. Il est précisé que la réalisation des critères quantifiables et qualitatifs a été évaluée par le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations, selon les modalités décrites dans le tableau figurant à la section 3.2.2, page 179 du Document de référence. Le versement de la rémunération variable au titre de l'année 2018 au Directeur général est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (vote ex post).
Rémunération variable différée	N/A	Absence de rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Absence de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	N/A	Absence de rémunération exceptionnelle.
Options d'achat d'actions, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	2 354 239 euros (valeur comptable)	<p>Lors de sa réunion du 22 juin 2018, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a décidé d'attribuer au Directeur général 240 000 options de souscription ou d'achat d'actions (valorisées à 658 103 euros) et de 80 000 actions de performance (valorisées à 1 696 136 euros) dans le cadre de la politique d'attribution annuelle des cadres dirigeants (en application des 19^e et 20^e résolutions de l'Assemblée générale mixte du 15 mai 2018).</p> <p>Ces attributions sont conditionnées par la réalisation de deux conditions de performance : (i) le ROA du Groupe constaté au titre de l'exercice 2018 et (ii) la marge opérationnelle ajustée du Groupe (ratio ROA du Groupe/chiffre d'affaires du Groupe) des exercices 2019 et 2020. La condition de marge opérationnelle ajustée du Groupe au titre de chacun des exercices 2019 et 2020 s'applique au nombre d'options et d'actions de performance déterminé par le niveau d'atteinte du ROA constaté au titre de l'exercice 2018.</p> <p>Le détail des critères de performance, les conditions d'acquisition et les obligations de conservation de ces actions figurent à la section 3.2.2, page 181 du Document de référence.</p> <p>Effet dilutif limité de l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'actions de performance à Didier Michaud-Daniel : respectivement 0,05 % et 0,02 % du capital social de Bureau Veritas.</p> <p>Au cours de l'exercice 2018, 78 320 actions de performance issues des plans d'attribution antérieurs sont devenus disponibles pour Didier Michaud-Daniel.</p>
Jetons de présence	N/A	Didier Michaud-Daniel ne perçoit pas de jetons de présence.
Avantages de toute nature	18 165 euros	Didier Michaud-Daniel bénéficie de la mise à disposition d'une voiture de fonction et des régimes de protection sociale communs aux dirigeants et salariés du Groupe.
Indemnité de départ	Aucun versement	Au titre de l'engagement autorisé par le Conseil d'administration du 8 mars 2017 et approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 16 mai 2017 (dans sa 5 ^e résolution), Monsieur Michaud-Daniel bénéficie, sous condition de performance, d'une indemnité de départ d'un montant égal au maximum à la rémunération fixe perçue au cours des 12 derniers mois précédant la date de départ et la dernière rémunération variable perçue. Les conditions de performance, les critères d'exigibilité et les modalités de versement sont décrits ci-dessus dans la section 3.2.2, page 176 du Document de référence.
Indemnité de non-concurrence	N/A	Didier Michaud-Daniel n'est soumis à aucune clause de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Didier Michaud-Daniel ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION D'ALDO CARDOSO, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

	Montants soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe	220 000	Le Conseil d'administration du 8 mars 2017, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a fixé la rémunération fixe annuelle du Président du Conseil d'administration à 220 000 euros. En 2018, la rémunération fixe annuelle versée au titre de l'exercice 2018 à Aldo Cardoso s'est élevée à 220 000 euros.
Jetons de présence	127 000	Aldo Cardoso a perçu, au titre de l'exercice 2018, 127 000 euros de jetons de présence. Ce montant, qui a été versé en février 2019, tient compte des règles de répartition des jetons de présence établies par le Conseil d'administration.

7 Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions ordinaires de la Société

11^e résolution

- La **11^e résolution** a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour une **durée de 18 mois** à compter de l'Assemblée générale, **à opérer sur les titres de la Société** dans la limite de **10 % du nombre d'actions ordinaires composant le capital social** de la Société, à quelque moment que ce soit.

Il est précisé que cette autorisation ne pourra pas être utilisée en période d'offre publique. Il vous est proposé de fixer un **prix maximum d'achat de 45 euros (hors frais d'acquisition) par action de la Société**, sous réserve d'ajustement en cas d'opérations financières, correspondant à un **montant maximum de fonds affectés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions de 1 989 720 000 d'euros (hors frais d'acquisition)**. Ce montant correspondrait à un **nombre maximum de 44 221 600 actions acquises** sur la base du prix unitaire maximum d'achat susvisé de 45 euros (hors frais d'acquisition) et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 décembre 2018.

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place avec la société Exane BNP Paribas le 8 février 2008, 3 997 274 actions ont été achetées au prix moyen de 21,44 euros et 3 907 638 actions ont été vendues au prix moyen de 21,45 euros. En outre, la Société a racheté un total de 1 700 000 actions entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, compte tenu des actions achetées ou vendues pendant l'exercice, la Société détenait 6 301 555 actions représentant environ 1,42 % de son capital social (y compris les 193 143 actions affectées à l'objectif du contrat de liquidité).

La présente autorisation priverait d'effet et remplacerait, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale ordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 14^e résolution.

Les objectifs du programme de rachat d'actions sont détaillés dans la résolution soumise à votre vote et dans le descriptif du programme qui figure en pages 311 et 312 du Document de référence 2018 de la Société rendu public conformément aux dispositions notamment sur le site internet de la Société (<https://group.bureauveritas.com/fr>).

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

➤ Autorisations financières (12° à 24° résolutions)

Les Assemblées générales du 16 mai 2017 et du 15 mai 2018 ont accordé au Conseil d'administration un ensemble de délégations et autorisations financières afin de permettre à la Société de bénéficier à tout moment de l'instrument financier le plus approprié à son développement compte tenu des caractéristiques des marchés financiers au moment considéré.

Afin d'aligner les périodes de validité des délégations et autorisations financières entre elles, sur une période qui demeurerait fixée à 26 mois, il vous est proposé aux termes des **12° à 24° résolutions**, de renouveler l'ensemble des délégations et/ou autorisations accordées au Conseil d'administration lors des Assemblées générales du 16 mai 2017 et du 15 mai 2018.

Les résolutions concernant l'émission de titres peuvent être divisées en deux grandes catégories : celles qui donnent lieu à des émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (« DPS ») et celles qui donnent lieu à des émissions avec suppression du DPS. Toute émission avec DPS, qui est détachable et négociable dans les conditions prévues par la loi, permet à chaque actionnaire de souscrire, pendant un délai minimum à compter de l'ouverture de la période de souscription fixé par la loi, à un nombre de titres proportionnel à sa participation au capital.

Votre Conseil d'administration est conduit à vous demander de lui consentir la faculté de supprimer, pour certaines résolutions, ce DPS. En effet, selon les conditions de marché, la nature des investisseurs concernés par l'émission et le type de titres émis, il peut être préférable, voire nécessaire, de supprimer le DPS pour réaliser un placement de titres dans les meilleures conditions, notamment lorsque la rapidité des opérations constitue une condition essentielle de leur réussite ou lorsque les émissions sont effectuées sur les marchés financiers étrangers. Une telle suppression peut permettre d'obtenir une masse de capitaux plus importante en raison de conditions d'émission plus favorables.

Il vous est également proposé, au titre de certaines résolutions, de permettre à la Société d'associer les membres du personnel salarié et les mandataires sociaux au succès du Groupe Bureau Veritas par le biais d'un intéressement au capital de la Société.

Ces autorisations et délégations, qu'il vous ait proposé de renouveler, sont soumises à des limites. Chacune de ces autorisations et délégations ne serait donnée que pour une durée limitée. En outre, le Conseil d'administration ne pourrait exercer cette faculté d'émission (capital et dette) que dans la limite de plafonds strictement déterminés au-delà desquels le Conseil d'administration ne pourrait plus émettre de titres sans convoquer une nouvelle Assemblée générale.

Aux termes de la **12° résolution**, le Conseil d'administration vous propose de lui consentir l'autorisation nécessaire afin de réaliser des émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription au bénéfice des actionnaires de la Société.

Aux termes de la **13° résolution**, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital résultant d'une incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou tout autre élément susceptible d'être incorporé au capital de la Société.

Aux termes de la **14° résolution**, le Conseil d'administration vous propose de lui donner les autorisations nécessaires afin de réaliser des émissions de titres en rémunération d'apports en nature qui seraient consentis à la Société.

Aux termes de la **15° résolution**, il vous est proposé de déléguer au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser des émissions en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société.

Les **16° et 17° résolutions** visent à consentir au Conseil d'administration les délégations nécessaires afin de réaliser des émissions avec suppression du DPS par voie d'offre au public ou de placement privé.

Au terme de la **18° résolution**, le Conseil d'administration vous propose de l'autoriser, en cas d'émission avec suppression du DPS, à fixer le prix d'émission, selon des modalités fixées par l'Assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social par an.

Aux termes de la **19° résolution**, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration à augmenter, en cas de demandes excédentaires, la taille des émissions initiales réalisées avec DPS ou avec suppression du DPS en les ré-ouvrant.

Les **20° et 21° résolutions** visent à mettre en place des plans d'options de souscription et d'achat d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites destinés à fidéliser et motiver les mandataires sociaux et le personnel de la Société. Par ailleurs, elle pourra être utilisée afin de favoriser le développement de l'actionnariat des salariés de la Société.

Aux termes de la **22° résolution**, le Conseil d'administration vous propose, conformément aux dispositions législatives applicables, de l'autoriser à procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés ou dirigeants mandataires sociaux du Groupe Bureau Veritas adhérents à un plan d'épargne entreprise (avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires).

Aux termes de la **23° résolution**, le Conseil d'administration vous propose de l'autoriser à annuler tout ou partie des actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de tout programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale et à réduire corrélativement le capital social.

Aux termes de la **24° résolution**, le Conseil d'administration vous propose de prévoir une limitation globale du montant des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu des 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 19° et 22° résolutions.

Les principales caractéristiques des délégations et/ou autorisations visées aux **12° à 24° résolutions** figurent dans le tableau présenté en Annexe 1 de la présente section en pages **47 à 49** ainsi qu'au sein des développements consacrés à chacune des résolutions concernées.

Le tableau récapitulatif des délégations et autorisations financières en vigueur, faisant apparaître l'utilisation qui en a été faite, le cas échéant, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, figure en Annexe 1 de la présente section en pages **50 et 51** ainsi qu'en pages **168 à 170** du Document de référence 2018 de la Société rendu public conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et disponible notamment sur le site internet de la Société (<https://group.bureauveritas.com/fr>).

Le Conseil d'administration vous invite, par ailleurs, à prendre connaissance des rapports établis par les Commissaires aux comptes au titre de la délégation et des autorisations financières susvisées mis à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, notamment, sur le site de la Société (<https://group.bureauveritas.com/fr>).

12° résolution

- Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **12° résolution de lui déléguer**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, **la compétence**, pour **une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, **pour décider l'émission**, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou monnaies étrangères ou unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies, **par voie d'offre(s) au public avec maintien du droit préférentiel de souscription** :

- d'actions ordinaires de la Société, et/ou
- de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existants ou à émettre par la Société ou toute autre société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social (une « Filiale ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou de toute Filiale, et/ou
- de valeurs mobilières qui sont représentatives de titres de créance susceptible de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; étant précisé que ces titres de créance pourraient revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non (et dans ce cas, le Conseil d'administration fixera leur rang de subordination), à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies.

La souscription aux valeurs mobilières et/ou aux actions ordinaires mentionnées ci-dessus pourrait être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;

Il vous est proposé de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en vertu de la présente délégation :

- le **montant nominal maximum des augmentations de capital** immédiates et/ou à terme susceptibles de résulter de la présente délégation serait fixé à **8 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission,
- le **montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance** susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait pas excéder **1 000 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission. Ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

Les actionnaires auraient, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription au titre des émissions décidées en vertu de la présente délégation ;

La présente délégation emporterait de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit ;

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre cette délégation de compétence (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables), et notamment ceux d'arrêter les caractéristiques, conditions et modalités des émissions ainsi que de fixer leur montant et le prix d'émission des titres émis selon des critères qu'il déterminerait dans le respect des conditions législatives et réglementaires applicables ;

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.**

La présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa 19° résolution.

13° résolution

- Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **13° résolution**, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-129-4 et L. 225-130 du Code de commerce, **de lui déléguer la compétence**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, pour **augmenter le capital social** de la Société, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, **par incorporation successive ou simultanée de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport ou de fusion ou de toutes autres sommes dont la capitalisation serait légalement ou statutairement admise**, sous forme d'attribution gratuite d'actions et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

Le Conseil d'administration vous propose de fixer le **montant nominal des augmentations de capital** pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation à **un montant global de 6 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, étant précisé qu'à ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société.

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre cette délégation de compétence (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables), et notamment le pouvoir de décider, qu'en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce, le Conseil d'administration pourrait décider que les droits d'attribution formant rompus ne seraient ni négociables, ni cessibles et que les actions correspondantes seraient vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires desdits droits dans les conditions prévues par la loi et les dispositions réglementaires applicables.

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.**

Le Conseil d'administration vous indique en outre que la présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa 22^e résolution.

14^e résolution

- Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **14^e résolution de lui conférer**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, **les pouvoirs** nécessaires pour décider, en une ou plusieurs fois, **l'émission** (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, **en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société**, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables.

La présente délégation emporterait de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires de la Société, **renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription** aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit.

Le Conseil d'administration vous propose de fixer à **10 % du capital de la Société** (apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission) le **plafond du montant nominal d'augmentation de capital**, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation, étant précisé qu'il serait fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société.

Le **plafond du montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance** susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait pas excéder **1 000 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission. Ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs nécessaires (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables) pour mettre en œuvre cette délégation de pouvoirs (approuver l'évaluation des apports, y compris réduire cette évaluation si les apporteurs

y consentent, déterminer les caractéristiques, conditions et modalités des titres de la Société à émettre, etc.).

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de pouvoirs à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.**

Le Conseil d'administration vous indique en outre que la présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa 23^e résolution.

15^e résolution

- Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **15^e résolution de lui déléguer la compétence**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, **en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée**, en France ou à l'étranger selon les règles locales, **par la Société** sur des titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce.

La présente délégation emporterait de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires de la Société, **renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription** aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit.

Il vous est proposé de fixer à **4 000 000 euros**, ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, le **plafond du montant nominal d'augmentation de capital**, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation, étant précisé que ce montant serait fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société.

Le **plafond du montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance** susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait pas excéder **1 000 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission. Ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs nécessaires (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables) pour mettre en œuvre cette délégation de pouvoirs (fixer la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soule en espèce à verser, constater le nombre de titres apportés à l'échange, déterminer les caractéristiques, conditions et modalités des titres de la Société à émettre, etc.).

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.**

Le Conseil d'administration vous indique en outre que la présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa 24^e résolution.

16^e résolution

- Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **16^e résolution**, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants dudit Code, **de lui déléguer**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, **la compétence, pour une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, **pour décider l'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public**, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros ou monnaies étrangères ou unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies, par l'émission :

- (i) d'actions ordinaires de la Société ; et/ou
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existants ou à émettre par la Société ou toute autre société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social (une « Filiale ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou de toute Filiale ; et/ou
- (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; étant précisé que ces titres de créance pourraient revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non (et, dans ce cas, le Conseil d'administration fixera leur rang de subordination), à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies ;

étant précisé que la souscription aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières mentionnées ci-dessus pourrait être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence seraient expressément exclues de la délégation conférée.

Les émissions objets de la présente résolution réalisées par voie d'offre au public, telle que définie à l'article L. 411-1 du Code monétaire et financier, pourraient être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres visées à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier en application de la 16^e résolution soumise à l'Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité).

Le Conseil d'administration vous propose de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en vertu de la présente délégation :

- le **montant nominal maximum des augmentations de capital** immédiates et/ou à terme susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation serait fixé à **5 300 000 euros** ou l'équivalent en toute autre monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission, étant précisé que (i) **le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 16^e et 17^e résolutions** de l'Assemblée générale serait fixé à **5 300 000 euros** ou l'équivalent en toute autre

monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission, (ii) à ce plafond global s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, à la réglementation et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société et (iii) en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou toutes autres sommes sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation, les plafonds susvisés seraient ajustés par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération ;

- le **montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance** susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait pas excéder **1 000 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, étant précisé que (i) ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, (ii) **le montant nominal maximum global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu des 16^e et 17^e résolutions** de l'Assemblée générale serait fixé à **1 000 000 000 euros** ou l'équivalent en toute autre monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission et (iii) ces montants seraient indépendants du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration vous propose de **supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires** aux titres faisant l'objet de la présente résolution, en laissant toutefois au Conseil d'administration, en application de l'article L. 225-135 alinéa 5 du Code de commerce, la **faculté de conférer aux actionnaires**, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixerait en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un **délai de priorité de souscription** ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devrait s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourrait être éventuellement complété par une souscription à titre réductible.

Il vous est également proposé de décider que, si les souscriptions n'absorbaient pas la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourrait utiliser, dans l'ordre qu'il déterminerait, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce ou certaines d'entre elles seulement.

La présente délégation emporterait de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente résolution pourraient donner droit.

Le **prix d'émission (i) des actions émises directement** serait au moins égal au minimum prévu par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance (à titre indicatif, à ce jour, **un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société des 3 dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital diminuée de 5 %**, conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1^{er} alinéa 1^{er} et R. 225-119 du Code de commerce) et (ii) **des valeurs mobilières émises**

en vertu de la 16^e résolution serait **tel que la somme perçue immédiatement par la Société**, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, **au moins égale au prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus**.

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre cette délégation de compétence (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables), et notamment ceux d'arrêter les caractéristiques, conditions et modalités des émissions ainsi que de fixer leur montant et le prix d'émission des titres émis selon des critères qu'il déterminerait dans le respect des conditions législatives et réglementaires applicables.

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre**.

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation, le Conseil d'administration vous précise qu'il vous en rendra compte conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

La présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 15^e résolution.

17^e résolution

Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **17^e résolution**, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, **de lui déléguer**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, **la compétence, pour une durée de 26 mois à compter de l'Assemblée générale, pour décider l'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'un placement privé répondant aux conditions de l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier**, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros ou monnaies étrangères ou unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies, par l'émission :

- (i) d'actions ordinaires de la Société ; et/ou
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existants ou à émettre par la Société ou toute autre société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social (une « Filiale ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou de toute Filiale ; et/ou
- (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; étant précisé que ces titres de créance pourraient revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non (et, dans ce cas, le Conseil d'administration fixera leur rang de subordination), à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies ;

étant précisé que la souscription aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières mentionnées ci-dessus pourrait être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à

des actions de préférence seraient expressément exclues de la délégation conférée.

Les offres visées à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, réalisées en vertu de la présente résolution, pourraient être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres au public réalisées en application de la 16^e résolution de l'Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité).

Le Conseil d'administration vous propose de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en vertu de la présente délégation :

- **le montant nominal maximum des augmentations de capital** immédiates et/ou à terme susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation serait fixé à **5 300 000 euros** ou l'équivalent en toute autre monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission, étant précisé que (i) **toute émission réalisée au titre de la présente délégation s'imputera sur le plafond global prévu au paragraphe 4. de la 16^e résolution de l'Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité)**, (ii) à ce plafond global s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, à la réglementation et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société et (iii) en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou toutes autres sommes sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation, les plafonds susvisés seraient ajustés par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération ;
- **le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance** susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait pas excéder **1 000 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, étant précisé que (i) ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, (ii) **ce montant s'imputera sur le plafond global prévu au paragraphe 4. de la 16^e résolution de l'Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité)** et (iii) ces montants seraient indépendants du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration vous propose de **supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires** aux titres faisant l'objet de la présente résolution.

Il vous également proposer de décider que, si les souscriptions n'absorbaient pas la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourrait utiliser, dans l'ordre qu'il déterminerait, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce ou certaines d'entre elles seulement.

La présente délégation emporterait de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente résolution pourraient donner droit.

Le prix d'émission (i) des actions émises directement serait au moins égal au minimum prévu par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission après correction,

s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance (à titre indicatif, à ce jour, **un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société des 3 dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital diminuée de 5 %**, conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1^{er} alinéa 1^{er} et R. 225-119 du Code de commerce) et (ii) **des valeurs mobilières émises en vertu de la 16^e résolution serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société**, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, **au moins égale au prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus**.

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre cette délégation de compétence (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables), et notamment ceux d'arrêter les caractéristiques, conditions et modalités des émissions ainsi que de fixer leur montant et le prix d'émission des titres émis selon des critères qu'il déterminerait dans le respect des conditions législatives et réglementaires applicables.

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre**.

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation, le Conseil d'administration vous précise qu'il vous en rendra compte conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

La présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 16^e résolution.

18^e résolution

Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **18^e résolution**, conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 1^{er} alinéa 2 du Code de commerce, de **l'autoriser**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, **pour une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, **en cas d'augmentation de capital** par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription **en vertu des 16^e et 17^e résolutions** de l'Assemblée générale, **à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par les résolutions précitées et à déterminer le prix d'émission** selon les modalités suivantes :

- **le prix d'émission des actions ne pourrait être inférieur**, au choix du Conseil d'administration, (i) **au cours moyen pondéré par les volumes de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors de la dernière séance de bourse précédant la fixation du prix de l'émission** ou (ii) **au cours moyen pondéré par les volumes de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris arrêté en cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé**, dans les deux cas, **éventuellement diminué d'une décote maximum de 5 %**, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- **le prix d'émission des valeurs mobilières** donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital serait **tel que la somme perçue immédiatement par la Société**, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, **au moins égale au montant visé au paragraphe ci-dessus**.

Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente autorisation ne pourrait excéder, conformément à la loi,

10 % du capital social par période de 12 mois (étant précisé que cette limite serait appréciée au jour de la décision d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital).

Dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à faire usage de cette autorisation, il établirait un rapport complémentaire, certifié par les Commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire.

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre**.

La présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 17^e résolution.

19^e résolution

Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **19^e résolution**, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, de **lui déléguer**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, **la compétence, pour une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, **pour décider d'augmenter le nombre d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance à émettre en cas d'émission, avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale** réalisée en application si elles sont approuvées **des 12^e, 16^e, 17^e et 18^e résolutions de la présente Assemblée générale** (ou toute résolution de même nature qui leur serait substituée pendant leur durée de validité respective), lorsque le Conseil d'administration constaterait une demande excédentaire, dans les **délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans un délai 30 jours de la clôture de souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale)**, notamment en vue d'octroyer une option de sur-allocation conformément aux pratiques de marché.

Le montant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières décidées dans le cadre de la présente résolution s'imputerait (i) sur le montant du plafond prévu par la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale et (ii) sur le montant du plafond global prévu (a) à la 24^e résolution de la présente Assemblée générale pour les émissions réalisées en vertu de la 12^e résolution de la présente Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui leur serait substituée pendant leur durée de validité) et (b) au paragraphe 4, de la 16^e résolution de l'Assemblée générale pour les émissions réalisées en vertu des 16^e, 17^e et 18^e résolutions de l'Assemblée générale.

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration **ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre**.

La présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 18^e résolution.

20^e résolution

Le Conseil d'administration vous propose, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, de **l'autoriser, pour une durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, à consentir, en une ou plusieurs fois, **au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel**

salarié et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de filiales françaises et étrangères qui sont liées à la Société et qui répondraient aux conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, **des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société ou des options donnant droit à l'achat d'actions existantes de la Société acquises préalablement par la Société.**

Le nombre total des options ainsi consenties **ne pourrait donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 1,5 % du capital social de la Société** (tel qu'existant à la date d'attribution des options par le Conseil d'administration), étant précisé que (i) le nombre total d'actions ainsi défini ne tiendrait pas compte des ajustements qui pourraient être opérés en application des dispositions du Code de commerce en cas d'opération sur le capital de la Société et (ii) ce plafond de 1,5 % constituerait un **plafond global et commun à la présente résolution et à la 21^e résolution** de l'Assemblée générale, le nombre total des actions susceptibles d'être obtenues par exercice des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées au titre de la présente résolution et le nombre total des actions attribuées au titre de la 21^e résolution s'imputant sur ce plafond global.

À l'intérieur du plafond de la présente autorisation, le **nombre total des options attribuées aux mandataires sociaux de la Société** en vertu de la présente autorisation ne pourrait pas donner droit à un nombre total d'actions supérieur à **0,1 % du capital social de la Société** (tel qu'existant à la date d'attribution des options par le Conseil d'administration), sachant que ce plafond de 0,1 % serait **commun et global avec le sous-plafond applicable aux mandataires sociaux mentionné à la 21^e résolution** de l'Assemblée générale.

Il vous est également proposé de fixer à une durée maximale de 10 ans, à compter de leur attribution par le Conseil d'administration, le délai pendant lequel les options pourraient être exercées et de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration pour fixer une durée inférieure.

La présente autorisation emporterait, au profit des bénéficiaires d'option de souscription, **renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription** aux actions qui seraient émises au fur et à mesure des levées d'option de souscription.

Le **prix de souscription ou d'achat des actions** serait fixé à la date à laquelle les options seraient consenties, **(i) dans le cas d'octroi d'options de souscription, ce prix ne pourrait être inférieur à la moyenne des cours cotés de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour où les options de souscription seraient consenties, et (ii) dans le cas d'octroi d'options d'achat d'actions, ce prix ne pourrait être inférieur ni à la valeur indiquée au (i) ci-dessus, ni au cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce.** Il ne pourrait être modifié, sauf si la Société venait à réaliser l'une des opérations prévues par les dispositions de l'article L. 225-181 alinéa 2 du Code de commerce. En cas de réalisation de l'une de ces opérations, le Conseil d'administration procéderait, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires, à un ajustement du nombre et/ou du prix des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération ; il pourrait par ailleurs, s'il le jugeait nécessaire, suspendre temporairement le droit de lever les options dans les conditions légales et réglementaires.

Le Conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables) pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment ceux de (i) fixer les conditions dans lesquelles seraient consenties les options ainsi que la liste des bénéficiaires et le nombre d'options offertes ainsi que, le cas échéant, les critères d'attribution, (ii) fixer, le cas échéant, des conditions de performance et autres conditions venant conditionner le droit d'exercer les options et (iii) déterminer le prix de souscription ou d'achat des actions.

Les conditions de performance du plan attribué au cours d'un exercice sont définies dans le document de référence de l'exercice (voir page 180 du Document de Référence 2018 pour le plan mis en place en 2018). Depuis 2013, les critères de performance des plans d'options sont inchangés.

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente autorisation à tout moment (y compris à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société jusqu'à la fin de la période d'offre).

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation, le Conseil d'administration vous précise qu'il vous en rendra compte conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration vous indique en outre que la présente autorisation priverait d'effet et remplacerait, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 19^e résolution.

21^e résolution

Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **21^e résolution**, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, de **l'autoriser**, pour une **durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des **attributions gratuites d'actions existantes ou nouvelles** au profit des bénéficiaires qu'il déterminerait parmi les **membres du personnel salarié et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de filiales qui sont liées à la Société** et qui répondraient aux conditions visées à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, dans les conditions définies ci-après.

Le nombre total d'actions existantes ou nouvelles ainsi attribuées **ne pourrait pas représenter plus de 1 % du capital social de la Société** (tel qu'existant à la date d'attribution des actions par le Conseil d'administration), étant précisé que (i) le nombre total d'actions ainsi défini ne tiendrait pas compte des ajustements qui pourraient être opérés en application de dispositions légales, réglementaires ou contractuelles en cas d'opération sur le capital de la Société et (ii) le nombre total des actions qui seraient attribuées, ainsi que le nombre total des actions susceptibles d'être obtenues par exercice des **options de souscription ou d'achat d'actions qui seraient attribuées en vertu de la 20^e résolution** de l'Assemblée générale, s'imputeraient sur le **plafond commun et global de 1,5 % du capital social**.

À l'intérieur du plafond de la présente autorisation, le **nombre total des actions attribuées aux mandataires sociaux de la Société** en vertu de la présente autorisation ne pourrait représenter plus de **0,1 % du capital social de la Société** (tel qu'existant à la date d'attribution des actions par le Conseil d'administration), sachant que ce plafond de 0,1 % serait **commun et global avec le sous-plafond applicable aux mandataires sociaux mentionné à la 20^e résolution** de l'Assemblée générale.

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendrait définitive au terme d'une **période d'acquisition** dont la durée serait fixée par le Conseil d'administration dans les conditions légales ou réglementaires applicables à la date d'attribution sans que **celle-ci ne puisse être inférieure à 3 ans, les bénéficiaires n'étant astreints à aucune période de conservation**, étant entendu que l'attribution desdites actions à leurs bénéficiaires deviendrait définitive avant l'expiration de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale (ou cas équivalent à l'étranger), lesdites actions devenant alors immédiatement cessibles.

S'agissant des actions attribuées gratuitement aux mandataires sociaux de la Société, le Conseil d'administration devra soit décider que les actions attribuées gratuitement ne pourraient pas être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit fixer la quantité d'actions attribuées gratuitement qu'ils seraient tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

En cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente autorisation emporterait, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et **renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires desdites actions à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions**.

Le Conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables) pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment ceux de (i) déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions d'attribution et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, (ii) d'assujettir l'acquisition des actions à certains critères de performance individuelle ou collective et autres conditions (étant précisé que s'agissant des actions octroyées gratuitement aux mandataires sociaux, l'acquisition définitive des actions devra être soumise à la satisfaction d'une ou plusieurs conditions de performance qui seraient fixées par le Conseil d'administration) et (iii) déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions existantes ou à émettre.

Les conditions de performance du plan attribué au cours d'un exercice sont définies dans le document de référence de l'exercice (voir p180 du Document de Référence 2018 pour le plan mis en place en 2018). Depuis 2013, les critères de performance des plans d'actions de performance sont inchangés.

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente autorisation à tout moment (y compris à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société jusqu'à la fin de la période d'offre).

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation, le Conseil d'administration vous précise qu'il vous en rendra compte conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration vous indique en outre que la présente autorisation priverait d'effet et remplacerait, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 20^e résolution.

22^e résolution

Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **22^e résolution**, conformément aux dispositions des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail, L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138-1 et L. 228-92 du Code de commerce, **de lui déléguer**, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, la **compétence**, pour une **durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, **pour décider** l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, **avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise** (ou tout autre plan aux adhérents duquel ou desquels les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi ou réglementation analogue permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) **mis en place au sein de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées** dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de la Société en application de l'article L. 3344-1 du Code du travail, par **l'émission** (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société.

Le **prix d'émission** serait déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et **ne pourrait être (i) ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration (ou de son délégué) fixant la date d'ouverture des souscriptions, (ii) ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à 10 ans**.

Il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration à **réduire ou supprimer la décote le cas échéant consentie**, s'il le juge opportun, dans les limites légales et réglementaires, notamment pour tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables dans les pays de résidence des adhérents à un plan d'épargne bénéficiaires de l'augmentation de capital.

En application de l'article L. 3332-21 du Code du travail, le Conseil d'administration pourrait également décider l'attribution, à titre gratuit, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, d'actions et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, existantes ou nouvelles, le cas échéant, au titre de l'abondement et/ou, le cas échéant, de la décote, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix d'émission, n'ait pas pour effet de dépasser les limites prévues aux articles L. 3332-10 et suivants du Code du travail.

Le **montant nominal maximum des augmentations de capital** susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourrait pas excéder **1 % du capital social de la Société** (apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'augmentation de capital), étant précisé que les émissions réalisées en vertu de la présente délégation **s'imputeraient sur le montant du plafond nominal maximum global de 19 300 000 euros prévu à la 24^e résolution de la présente Assemblée générale** (ou, le cas échéant, sur le montant du plafond nominal maximum global éventuellement prévu par une résolution ultérieure pendant la durée de validité de la présente délégation). Cette limite serait majorée du nombre d'actions nécessaires au titre des ajustements susceptibles d'être opérés pour préserver, conformément à la loi, à la réglementation et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société.

Le **montant nominal maximum des valeurs mobilières représentatives de titres de créance** susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait pas excéder **1 000 000 000 euros** ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, étant précisé que les émissions réalisées en vertu de la présente délégation **s'imputeraient sur le montant du plafond nominal maximum global de 1 000 000 000 euros prévu à la 24^e résolution de la présente Assemblée générale** (ou, le cas échéant, sur le montant du plafond nominal maximum global éventuellement prévu par une résolution ultérieure pendant la durée de validité de la présente délégation). Ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Le Conseil d'administration vous propose **de supprimer le droit préférentiel de souscription** des actionnaires aux actions et/ou autres valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation en faveur des adhérents à un plan d'épargne entreprise.

La présente délégation emporterait de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit.

Le Conseil d'administration, dans les conditions de la présente résolution, pourrait **procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe** (ou plan assimilé) telles que prévues par l'article L. 3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à tout plan d'épargne entreprise visé à la présente résolution s'imputeraient à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant du plafond des augmentations de capital visé ci-dessus.

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs nécessaires (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables) pour mettre en œuvre cette délégation de compétence (arrêter la liste des sociétés bénéficiaires et des personnes bénéficiaires, fixer les caractéristiques des titres, etc.).

Il vous est proposé de décider que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente délégation de compétence à tout moment (y compris à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société jusqu'à la fin de la période d'offre).

Le Conseil d'administration vous indique que la présente délégation priverait d'effet et remplacerait celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa 21^e résolution.

23^e résolution

Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **23^e résolution de l'autoriser**, pour une **durée de 26 mois** à compter de l'Assemblée générale, à **réduire le capital social par annulation**, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminerait, tout ou partie **des actions acquises par la Société** au titre de la mise en œuvre de l'autorisation faisant l'objet de la dix-neuvième résolution soumise à votre vote ou de programmes de rachat d'actions autorisés préalablement ou postérieurement à la date de l'Assemblée générale, **dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de vingt-quatre (24) mois** (étant précisé que cette limite serait appréciée au jour de la décision du Conseil d'administration dont le capital social serait, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations l'affectant postérieurement à la date de l'Assemblée générale).

Le Conseil d'administration disposerait de tous les pouvoirs (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les

dispositions législatives applicables) pour mettre en œuvre cette autorisation.

Le Conseil d'administration vous indique en outre que la présente délégation priverait d'effet et remplacerait, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa 25^e résolution.

24^e résolution

- Le Conseil d'administration vous propose aux termes de la **24^e résolution** de fixer ainsi qu'il suit les limites des montants des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu des **12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 19^e et 22^e résolutions** :
- le **montant nominal maximum global des augmentations de capital** susceptibles d'être réalisées en vertu des **12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 19^e et 22^e résolutions** soumises à votre vote serait fixé à 19 300 000 euros, étant précisé qu'à ce plafond global s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société ;
- le **montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de titres de créance** susceptibles d'être réalisées en vertu des **12^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e et 22^e résolutions** soumises à votre vote serait fixé à **1 000 000 000 euros**, étant précisé que ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

➤ Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

25^e résolution

- La **25^e résolution** est une résolution usuelle permettant l'accomplissement des publicités et des formalités légales.

Annexe 1

TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES RÉSOLUTIONS PORTANT SUR DES DÉLÉGATIONS/AUTORISATIONS FINANCIÈRES PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le tableau ci-après récapitule les délégations/autorisations portant sur le capital qui seraient accordées au Conseil d'administration et présentées au vote de l'Assemblée générale des actionnaires le 14 mai 2019.

Numéro de la résolution	Nature de la délégation/l'autorisation donnée au Conseil d'administration	Motifs des possibles utilisations de la délégation/l'autorisation	Durée/ échéance	Montant nominal maximum
11	Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions ordinaires de la Société.	Objectifs possibles de rachat d'actions par la Société : <ul style="list-style-type: none"> • attribution ou cession d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux (par exemple, attribution gratuite d'actions, options d'achat d'actions, plan d'épargne d'entreprise ou de groupe) ; • remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ; • conservation et remise ultérieure d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; • animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie reconnue par l'AMF ; • annulation de tout ou partie des titres rachetés ; • tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. 	18 mois, soit jusqu'au 13 novembre 2020	Prix unitaire maximum d'achat : 45 €. 10 % du capital social de la Société ^(a) .
12	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existant ou à émettre par la Société et/ou une de ses filiales et/ou (iii) de valeurs mobilières qui sont représentatives de titres de créance susceptible de donner accès ou donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une filiale.	Utilisation possible pour réunir les moyens financiers nécessaires au développement de la Société et de son Groupe tout en permettant aux actionnaires de souscrire à une ou plusieurs augmentations de capital en numéraire réalisée(s) avec maintien du droit préférentiel de souscription.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 8 000 000 d'euros ^(b) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 d'euros ^(c) .
13	Augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport ou de fusion ou de toute autre somme dont la capitalisation serait admise.	Utilisation par transfert de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport (etc.) vers le compte capital. Dans ce cas, les actionnaires doivent renoncer, en partie, à leur droit sur leurs avoirs économisés par la Société, en échange de quoi, la valeur de leurs actions augmente sans qu'aucune nouvelle action ne soit créée. Ils peuvent également se voir attribuer des actions gratuites proportionnellement aux droits qu'ils avaient sur ces sommes.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 6 000 000 d'euros ^(b) .

Numéro de la résolution	Nature de la délégation/l'autorisation donnée au Conseil d'administration	Motifs des possibles utilisations de la délégation/l'autorisation	Durée/ échéance	Montant nominal maximum
14	Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital social en rémunération d'apports en nature consentis à la Société.	Utilisation, dans le cadre d'une opportunité de croissance externe ou de développement des activités, en vue de rémunérer un apport de tout type d'actifs autre qu'une somme d'argent. Ces actifs seront alors intégrés dans le patrimoine de l'entreprise et leur valeur est intégrée au capital de l'entreprise. S'agissant de la rémunération d'un apport en nature, la suppression du droit préférentiel de souscription est rendue nécessaire.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 10 % du capital social ^(b) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 d'euros ^(c) .
15	Émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société avec renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit de souscription.	Utilisation en vue de la réalisation d'une opportunité de croissance externe sans utiliser la trésorerie de la Société. S'agissant d'une telle opération, la suppression du droit préférentiel de souscription est rendue nécessaire.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 4 000 000 d'euros ^(b) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 d'euros ^(c) .
16	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, par offre au public, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	Utilisation possible pour réunir les moyens financiers nécessaires au développement de la Société et de son Groupe avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires assorti d'un délai de priorité. La suppression du droit préférentiel de souscription permet la réalisation souple et rapide d'une telle opération.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 5 300 000 € ^{(b) (e)} . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 € ^{(c) (e)} .
17	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, par placement privé visé à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	Utilisation possible pour réunir avec rapidité et souplesse les moyens financiers nécessaires au développement de la Société et de son Groupe. S'agissant d'une telle opération, la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires est rendue nécessaire.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 5 300 000 € ^{(b) (e)} . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 € ^{(c) (e)} .
18	Autorisation consentie au Conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour fixer le prix d'émission, selon des modalités fixées par l'Assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social par an.	Utilisation possible pour déroger aux règles fixant le prix minimum d'émission des augmentations de capital visées par les résolutions 16 et 17 avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	10 % du capital social de la Société par période de 12 mois.
19	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, en cas de demandes excédentaires, le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	Utilisation possible pour couvrir une émission en cas de sursouscription (clause dite de greenshoe).	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	15 % de l'émission initiale ^{(b) (c) (e)} .

Numéro de la résolution	Nature de la délégation/l'autorisation donnée au Conseil d'administration	Motifs des possibles utilisations de la délégation/l'autorisation	Durée/ échéance	Montant nominal maximum
20	Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription d'actions, emportant renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, ou d'achat d'actions au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe.	Permettre à la Société d'associer les membres du personnel salarié et les mandataires sociaux au succès du Groupe Bureau Veritas par le biais d'un intéressement au capital de la Société. L'émission étant réservée aux salariés et mandataires sociaux du Groupe, la renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription est rendue nécessaire.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	1,5 % du capital social de la Société ^(f) . Sous plafond applicable aux mandataires sociaux : 0,1 % du capital social de la Société ^(f) .
21	Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires, existantes ou nouvelles, de la Société au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe, avec renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.	Permettre à la Société d'associer les membres du personnel salarié et les mandataires sociaux au succès du Groupe Bureau Veritas par le biais d'un intéressement au capital de la Société. L'émission étant réservée aux salariés et mandataires sociaux du Groupe, la renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription est rendue nécessaire.	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	1 % du capital social de la Société ^(f) . Sous plafond applicable aux mandataires sociaux : 0,1 % du capital social de la Société ^(f) .
22	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	Permettre à la Société d'associer les membres du personnel salarié et les mandataires sociaux au succès du Groupe Bureau Veritas par le biais d'un intéressement au capital de la Société. L'émission étant réservée aux salariés et mandataires sociaux du Groupe, la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires est rendue nécessaire. Résolution répondant par ailleurs aux exigences légales (présentation d'une telle résolution lorsque les conditions fixées par la loi sont réunies).	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 1 % du capital social de la Société ^(b) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 € ^(c) .
23	Réduction du capital social par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions.	Réduction de capital par annulation d'actions auto-détenues opérée dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce (programme de rachat d'actions).	26 mois, soit jusqu'au 13 juillet 2021	10 % du capital social.
24	Limitation globale du montant des émissions en vertu des 12 ^e , 13 ^e , 14 ^e , 15 ^e , 16 ^e , 17 ^e , 19 ^e et 22 ^e résolutions soumises au vote de l'AGM du 14 mai 2019.			Montant nominal maximum global des augmentations de capital 19 300 000 € ^(b) . Montant nominal maximum global des titres de créances 1 000 000 000 € ^(c) .

- (a) Le montant maximum des fonds affectés à la réalisation du programme de rachat d'actions s'élèverait à 1 989 720 000 €, correspondant à un nombre maximum de 44 221 600 actions acquises sur la base du prix unitaire maximum de 45 € (hors frais d'acquisition) et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 décembre 2018. Il est précisé qu'en cas d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, les actions acquises à cette fin ne pourraient représenter plus de 5 % du nombre d'actions composant le capital social de la Société.
- (b) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 19^e et 22^e proposées au vote de l'Assemblée générale du 14 mai 2019 ne pourra pas excéder 19 300 000 d'euros.
- (c) Le montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de titres de créances susceptibles d'être réalisées en vertu des 12^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e et 22^e proposées au vote de l'Assemblée générale du 14 mai 2019 ne pourra pas excéder 1 000 000 000 d'euros.
- (d) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 16^e et 17^e résolutions ne pourrait pas excéder 5 300 000 d'euros.
- (e) Le montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de titres de créances susceptibles d'être réalisées en vertu des 16^e et 17^e résolutions ne pourrait pas excéder 1 000 000 000 d'euros.
- (f) Le nombre total maximum d'actions susceptibles d'être consenties en vertu des 20^e et 21^e résolutions présentées au vote de l'Assemblée générale du 14 mai 2019 ne pourrait pas excéder 1,5 % du capital social de la Société, étant précisé que le sous-plafond applicable aux mandataires sociaux serait égal à 0,1 % du capital social de la Société (commun aux 20^e et 21^e résolutions).

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS/AUTORISATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LEUR UTILISATION AU COURS DE L'EXERCICE

Le tableau ci-après récapitule les délégations/autorisations accordées par l'Assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration portant sur le capital en cours de validité et l'utilisation qui en a été faite à la date de dépôt du présent Document de référence.

Nature de la délégation/l'autorisation donnée au Conseil d'administration	Date de l'Assemblée générale	Durée de l'autorisation et échéance	Montant nominal maximum	Utilisation au cours de l'exercice
Émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existant ou à émettre par la Société et/ou une de ses filiales et/ou (iii) de valeurs mobilières qui sont représentatives de titres de créance susceptible de donner accès ou donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une filiale.	AG 16 mai 2017 (19 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2019. renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 8 000 000 d'euros ^(a) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 d'euros ^(a) .	Non utilisée
Augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport ou de fusion ou de toute autre somme dont la capitalisation serait admise.	AG 16 mai 2017 (22 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2019. renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 6 000 000 d'euros ^(a) .	Non utilisée
Émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société en rémunération d'apports en nature consentis à la Société.	AG 16 mai 2017 (23 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2019. renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 10 % du capital social ^(a) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 d'euros ^(a) .	Non utilisée
Émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société.	AG 16 mai 2017 (24 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2019 renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 4 000 000 d'euros ^(a) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 d'euros ^(a) .	Non utilisée
Réduction du capital social par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions.	AG 16 mai 2017 (25 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2019 renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	10 % du capital social.	Non utilisée
Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions ordinaires de la Société.	AG 15 mai 2018 (14 ^e résolution)	18 mois, soit jusqu'au 13 novembre 2019 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	Prix unitaire maximum d'achat : 45 €. 10 % du capital social de la Société ^(b) .	1 700 000 actions rachetées Cours moyen de 21,87 €
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, par offre au public, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	AG 15 mai 2018 (15 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 14 juillet 2020 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019.	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 5 300 000 € ^(c) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 € ^(d) .	Non utilisée

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, par placement privé visé à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	AG 15 mai 2018 (16 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 14 juillet 2020 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 5 300 000 € ^(c) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 € ^(d) .	Non utilisée
Autorisation consentie au Conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour fixer le prix d'émission, selon des modalités fixées par l'Assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social par an.	AG 15 mai 2018 (17 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 14 juillet 2020 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	10 % du capital social de la Société par période de 12 mois.	Non utilisée
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, en cas de demandes excédentaires, le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	AG 15 mai 2018 (18 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 14 juillet 2020 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	15 % de l'émission initiale ^(a) ^(c) ^(d) .	Non utilisée
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription d'actions, emportant renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, ou d'achat d'actions au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe.	AG 15 mai 2018 (19 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 14 juillet 2020 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	1,5 % du capital social de la Société ^(e) . Sous plafond applicable aux mandataires sociaux : 0,1 % du capital social de la Société ^(e) .	1 100 400 options de souscription attribuées soit 0,24 % du capital social
Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires, existantes ou nouvelles, de la Société au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe, avec renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit.	AG 15 mai 2018 (20 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 14 juillet 2020 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	1 % du capital social de la Société ^(e) . Sous plafond applicable aux mandataires sociaux : 0,1 % du capital social de la Société ^(e) .	1 196 340 actions de performance attribuées soit 0,27 % du capital social
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	AG 15 mai 2018 (21 ^e résolution)	26 mois, soit jusqu'au 14 juillet 2020 Proposition de renouvellement lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2019	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 1 % du capital social de la Société ^(a) . Montant nominal maximum des titres de créance : 1 000 000 000 € ^(a) .	Non utilisée

- (a) Montant nominal maximum global des augmentations de capital : (i) 14 000 000 € (commun avec les 19^e, 22^e, 23^e et 24^e résolutions de l'Assemblée générale du 16 mai 2017 et, 18^e et 21^e résolutions de l'Assemblée générale du 15 mai 2018 et (ii) montant nominal maximum global des émissions de titres de créance : 1 000 000 000 € (commun avec les 19^e, 23^e et 24^e résolutions de l'Assemblée générale du 16 mai 2017 et 21^e résolutions de l'Assemblée générale du 15 mai 2018).
- (b) Le montant maximum des fonds affectés à la réalisation du programme de rachat d'actions s'élèverait à 1 989 000 000 €, correspondant à un nombre maximum de 44 200 000 actions acquises sur la base du prix unitaire maximum de 45 € (hors frais d'acquisition) et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 décembre 2017. Il est précisé qu'en cas d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, les actions acquises à cette fin ne pourraient représenter plus de 5 % du nombre d'actions composant le capital social de la Société.
- (c) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 15^e et 16^e résolutions adoptées par l'Assemblée générale du 15 mai 2018 ne pourrait pas excéder 5 300 000 d'euros.
- (d) Le montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de titres de créances susceptibles d'être réalisées en vertu des 15^e et 16^e résolutions ne pourrait pas excéder 1 000 000 000 d'euros.
- (e) Le nombre total maximum d'actions susceptibles d'être consenties en vertu des 19^e et 20^e résolutions adoptées par l'Assemblée générale du 15 mai 2018 ne pourrait pas excéder 1,5 % du capital social de la Société, étant précisé que le sous-plafond applicable aux mandataires sociaux serait égal à 0,1 % du capital social de la Société (commun aux 19^e et 20^e résolutions).



Texte des résolutions

De la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve les comptes sociaux de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils lui ont été présentés par le Conseil d'administration, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Ces comptes font apparaître un bénéfice de l'exercice égal à 339 206 682,98 euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Conseil d'administration, approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés visées au 4° de l'article 39 dudit Code qui s'élève à 121 476,42 euros, ainsi que le montant de l'impôt sur les sociétés correspondant qui s'élève à 41 828,38 euros.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils lui ont été présentés par le Conseil d'administration, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Ces comptes font apparaître un bénéfice de l'exercice égal à 355,1 millions d'euros.

Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ; fixation du dividende ; option pour le paiement du dividende en actions)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que :

- la réserve légale atteint le dixième du capital social au 31 décembre 2018 ;
- toutes les actions composant le capital social sont intégralement libérées ;
- le résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2018 fait apparaître un bénéfice de 339 206 682,98 euros ;
- le compte « Report à nouveau » est égal à 536 011 706,25 euros ;

et connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Conseil d'administration, décide, en conséquence et sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter le bénéfice distribuable, soit la somme de 875 218 389,23 euros, ainsi qu'il suit :

A titre de dividende, un montant de 0,56 euro par action, soit, sur la base du nombre d'actions composant le capital social au 31 décembre 2018, 442 216 000 actions :

247 640 960,00 euros

Affectation au compte « Report à nouveau » du solde du bénéfice distribuable :

627 577 429,23 euros

En application du 1. A. 1° de l'article 200 A du Code général des impôts, les dividendes perçus par les actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à l'imposition forfaitaire au taux de 12,8 % sur leur montant brut.

Toutefois, en application du 2. de l'article 200 A du Code général des impôts, ces actionnaires peuvent également opter pour l'imposition au barème de l'impôt sur le revenu. Dans cette hypothèse, conformément au 2° du 3. de l'article 158 du Code général des impôts, ils bénéficieront alors d'un abattement de 40 % sur le montant brut du dividende.

Dans tous les cas, un prélèvement à la source au taux de 12,8 % du montant brut du dividende (augmenté des prélèvements sociaux au taux de 17,2 %, soit un total de 30 %) sera effectué par la Société. Le prélèvement à la source d'un montant de 12,8 % est un acompte d'impôt sur le revenu et sera donc imputable sur l'impôt sur le revenu dû en 2020 par le bénéficiaire calculé sur les revenus perçus en 2019.

L'Assemblée générale décide que le dividende sera détaché de l'action le 20 mai 2019 et sera payé le 11 juin 2019.

L'Assemblée générale décide que le dividende qui ne peut pas être versé aux actions de la Société auto-détenues sera affecté au compte « Report à nouveau ». Plus généralement, l'Assemblée générale décide qu'en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende, le montant global dudit dividende sera ajusté en conséquence et le montant affecté au compte « Report à nouveau » sera déterminé sur la base du dividende effectivement mis en paiement.

Conformément aux dispositions légales applicables, l'Assemblée générale constate que les dividendes distribués au titre des 3 derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Montant total distribué	Nombre d'actions concernées	Dividende par action ^(a)
2015	222 770 924,85 euros	436 805 735	0,51 euro ^(b)
2016	239 794 093,00 euros	435 989 260	0,55 euro ^(c)
2017	243 678 388,80 euros	435 139 980	0,56 euro ^(d)

(a) Il est précisé, en application de l'article 243 bis du Code général des impôts, que ce dividende a ouvert droit à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

(b) Ce dividende par action a été mis en paiement au cours de l'année 2016.

(c) Ce dividende par action a été mis en paiement au cours de l'année 2017.

(d) Ce dividende par action a été mis en paiement au cours de l'année 2018.

L'Assemblée générale, conformément à l'article L. 232-18 du Code de commerce et à l'article 35 des statuts de la Société, constatant que le capital est entièrement libéré, décide d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende faisant l'objet de la présente résolution :

- en numéraire ; ou
- en actions nouvelles de la Société.

Chaque actionnaire pourra opter pour le paiement du dividende en numéraire ou pour le paiement du dividende en actions conformément à la présente résolution, mais cette option s'appliquera au montant total du dividende auquel il a droit.

Les actions nouvelles, en cas d'exercice de la présente option, seront émises à un prix égal à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée générale diminuée du montant du dividende faisant l'objet de la présente résolution et arrondi au centime d'euro supérieur. Les actions ainsi émises porteront jouissance au 1^{er} janvier 2019 et seront entièrement assimilées aux autres actions composant le capital social.

Les actionnaires pourront opter pour le paiement du dividende en numéraire ou pour le paiement du dividende en actions nouvelles entre le 22 mai 2019 et le 3 juin 2019 inclus, en adressant leur demande aux intermédiaires financiers habilités à payer ledit dividende ou, pour les actionnaires inscrits dans les comptes nominatifs purs tenus par la Société, à son mandataire (BNP Paribas Securities Services, Service Opérations sur titres, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93 761 Pantin).

Au-delà de la période d'option, en cas d'absence d'option effectuée par un actionnaire, le dividende sera payé uniquement en numéraire. Pour les actionnaires qui n'auront pas opté pour un versement du dividende en actions, le dividende sera payé le 11 juin 2019. Pour les actionnaires ayant opté pour le paiement du dividende en actions, la livraison des actions nouvelles interviendra à la même date.

Si le montant des dividendes pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire recevra le nombre d'actions immédiatement inférieur, complété d'une soulte en espèces.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente décision, et notamment effectuer toutes opérations liées ou consécutives à l'exercice des options de dividende en actions, en préciser les modalités d'application et d'exécution, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale, constater le nombre d'actions nouvelles émises en application de la présente résolution, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission et à la cotation des actions émises en vertu de la présente résolution, apporter aux statuts toutes modifications nécessaires relatives au capital social et au nombre d'actions composant le capital social et plus généralement faire tout ce qui serait utile ou nécessaire.

Quatrième résolution

(Rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve ledit rapport qui ne comporte aucune convention nouvelle ni aucun engagement nouveau, autorisés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et non approuvés par l'Assemblée générale, entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 précité.

Cinquième résolution

(Ratification de la cooptation de Monsieur Philippe Lazare en qualité d'administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, ratifie la cooptation par le Conseil d'administration lors de sa séance du 3 octobre 2018 de Monsieur Philippe Lazare en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Jean-Michel Ropert pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Sixième résolution

(Nomination de Monsieur Frédéric Sanchez en qualité d'administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et après avoir constaté que le mandat de Monsieur Pierre Hessler en qualité d'administrateur expire à l'issue de la présente Assemblée générale, décide de nommer en remplacement Monsieur Frédéric Sanchez, né le 13 mars 1960, à Castres (81), de nationalité française, domicilié 52 avenue de la Belle Gabrielle, 94130 Nogent-sur-Marne, en qualité d'administrateur pour une durée de 4 années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Septième résolution

(Approbation des éléments de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce et connaissance prise du Document de référence 2018 (section 3.2.2 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux) incluant le rapport de gestion qui comprend le rapport du Conseil d'administration visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce,

approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Président du Conseil d'administration, tels que présentés dans ce rapport.

Huitième résolution

(Approbation des éléments de la politique de rémunération du Directeur Général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce et connaissance prise du Document de référence 2018 (section 3.2.2 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux) incluant le rapport de gestion qui comprend le rapport du Conseil d'administration visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Directeur Général, tels que présentés dans ce rapport.

Neuvième résolution

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Aldo Cardoso, Président du Conseil d'administration)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application des articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Aldo Cardoso en raison de son mandat de Président du Conseil d'administration tels que présentés dans le Document de référence 2018 (section 3.2.2 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux) ainsi que dans le rapport du Conseil d'administration.

Dixième résolution

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Didier Michaud-Daniel, Directeur Général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application des articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Didier Michaud-Daniel en raison de son mandat de Directeur Général, tels que présentés dans le Document de référence 2018 (section 3.2.2 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux) ainsi que dans le rapport du Conseil d'administration.

Onzième résolution

(Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et des éléments figurant dans le descriptif du programme établi conformément aux articles 241-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ainsi qu'à toutes autres

dispositions qui sont ou viendraient à être applicables, à acheter ou faire acheter par la Société un nombre total de ses actions ordinaires ne pouvant excéder 10 % du nombre d'actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, étant précisé que :

(i) cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée générale, et

(ii) lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'AMF, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % du capital prévu ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation, dans les conditions prévues ci-après ;

2. décide que l'acquisition de ces actions pourra être effectuée par tous moyens dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables en vue :

- d'assurer la liquidité et l'animation des actions ordinaires de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement, intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de déontologie reconnue par l'AMF ou toute autre disposition applicable, et/ou
- de la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire, de toute attribution ou cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne entreprise ou groupe (ou plan assimilé) dans les conditions prévues par la loi (notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail) ou de tout plan similaire, de toute attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire et de réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions légales et réglementaires applicables, et/ou
- de la remise d'actions à l'occasion d'émission ou de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, et/ou
- de la conservation et la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, étant précisé que dans une telle hypothèse les actions acquises à cette fin ne pourront représenter plus de 5 % du nombre d'actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant, le cas échéant, à un capital ajusté pour prendre en compte des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée générale, et/ou
- de l'annulation de tout ou partie des actions ordinaires ainsi rachetées dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 alinéa 2 du Code de commerce et conformément à l'autorisation de réduire le capital social donnée par l'Assemblée générale du 16 mai 2017 aux termes de sa 25^e résolution ou, si elle est adoptée, aux termes de la 23^e résolution de la présente Assemblée générale qui viendra, si elle est approuvée, remplacer l'autorisation antérieurement donnée, et/ou
- de la mise en œuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché, et/ou

- de tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou par la réglementation en vigueur ; dans une telle hypothèse, la Société informera ses actionnaires par le biais d'un communiqué ou de tout autre moyen prévu par la réglementation en vigueur ;
3. décide que l'acquisition, la cession, le transfert, la remise ou l'échange des actions pourront être réalisés, en une ou plusieurs fois, par tous moyens autorisés ou qui viendraient à être autorisés par la loi ou la réglementation en vigueur et notamment sur tout marché ou de gré à gré, y compris par voie d'acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), dans le cadre d'offres publiques d'achat ou d'échange, par vente à réméré ou par utilisation de mécanismes optionnels, d'instruments financiers dérivés, de bons d'achat d'options ou plus généralement de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, dans tous les cas, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement ;
 4. décide que, dans le cadre de ce programme d'achat d'actions, le prix unitaire maximum d'achat est fixé à 45 euros (hors frais d'acquisition) ;
 5. décide, conformément aux dispositions de l'article R. 225-151 du Code de commerce, que le montant maximum des fonds affectés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions sera de 1 989 720 000 d'euros (hors frais d'acquisition), correspondant à un nombre maximum de 44 221 600 actions acquises sur la base du prix unitaire maximum d'achat susvisé de 45 euros (hors frais d'acquisition) et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 décembre 2018 ;
 6. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution d'actions gratuites, de division ou de regroupement d'actions, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement sur le capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le nombre maximum d'actions acquises et le prix unitaire maximum d'achat susvisés afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;
 7. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, afin de décider et d'effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, et pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour l'accomplissement de ce programme d'achat d'actions et notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, procéder à l'affectation et, le cas échéant, à la réaffectation, dans les conditions prévues par la loi, des actions acquises aux différents objectifs poursuivis, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'options, en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et tous autres organismes, établir tous documents, notamment d'information, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire ;
 8. décide que ces opérations pourront être réalisées aux périodes que le Conseil d'administration appréciera dans le respect des conditions légales ou réglementaires applicables, étant précisé que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

En cas d'utilisation(s) de la présente autorisation par le Conseil d'administration, ce dernier devra en rendre compte chaque année à l'Assemblée générale conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 du Code de commerce.

La présente autorisation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 18 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-209, alinéa 1^{er} du Code de commerce. Elle prive d'effet et remplace, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale ordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa quatorzième résolution.

De la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

Douzième résolution

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existant ou à émettre par la Société et/ou une de ses filiales et/ou (iii) de valeurs mobilières qui sont représentatives de titres de créance susceptible de donner accès ou donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une filiale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L. 225-129-2 dudit Code, et aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit Code :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou monnaies étrangères ou unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies, par voie d'offre(s) au public avec maintien du droit préférentiel de souscription :

- (i) d'actions ordinaires de la Société, et/ou
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existants ou à émettre par la Société ou toute autre société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social (une « Filiale ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou de toute Filiale, et/ou
- (iii) de valeurs mobilières qui sont représentatives de titres de créance susceptible de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; étant précisé que ces titres de créance pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non (et dans ce cas, le Conseil d'administration fixera leur rang de subordination), à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies. La souscription aux valeurs mobilières et/ou aux actions ordinaires mentionnées ci-dessus pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

2. décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;

3. décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées soit par offre de souscription, soit par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes. En cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits

d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ;

4. décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en vertu de la présente délégation :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital immédiates et/ou à terme susceptibles de résulter de la présente délégation est fixé à huit millions d'euros (8 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission,
- le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation conformément aux articles L. 228-91 du Code de commerce et suivants ne pourra pas excéder un milliard d'euros (1 000 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, ce montant étant majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

5. décide que les actionnaires auront, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription au titre des émissions décidées en vertu de la présente délégation. Le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes. Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission au titre de la présente délégation, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions fixées par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, et notamment celle d'offrir au public tout ou partie des actions ou des valeurs mobilières non souscrites sur le marché français ou à l'étranger ;

6. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit ;

7. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment :

- de déterminer l'ensemble des caractéristiques, montant, date et modalités de toute émission en vertu de la présente délégation,
- de déterminer les modalités d'exercice des droits (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement) attachés aux actions ou aux valeurs mobilières émises ou à émettre ou aux valeurs mobilières qui sont représentatives de titres de créance, en vertu de la présente délégation ; prévoir le cas échéant que les actions remises en conversion, échange, remboursement ou autre pourront être des actions nouvelles et/ou existantes,

- de fixer leurs conditions de souscription, leur prix de souscription, le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée lors de l'émission, les modalités de leur libération, leur date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation donneront accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires et/ou à l'attribution de titres de créance de la Société et/ou d'une Filiale,
 - de fixer, le cas échéant, les modalités aux termes desquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourront faire l'objet d'un rachat en bourse, d'une offre d'achat ou d'échange,
 - de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pendant un délai qui ne pourra excéder trois (3) mois ou tout autre délai qui viendrait à être applicable conformément aux dispositions légales et réglementaires,
 - de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations notamment sur les capitaux propres de la Société, et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, conformément aux dispositions légales et réglementaires, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société,
 - de procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prélever sur le montant de la ou les primes d'émission les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
 - de prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions décidées en vertu de la présente délégation,
 - de constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation et de modifier corrélativement les statuts, ainsi que de procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions et valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions,
 - lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront ou seront associées à des titres de créance, décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, de leur rang de subordination), leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; ainsi que modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
8. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre. En cas d'utilisation(s) de la présente délégation par le Conseil d'administration, ce dernier devra en rendre compte à l'Assemblée générale ordinaire conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce. La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa dix-neuvième résolution.

Treizième résolution

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou de toute autre somme dont la capitalisation serait admise)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-129-4 et L. 225-130 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation successive ou simultanée de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport ou de fusion ou de toutes autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement admise, sous forme d'attribution gratuite d'actions et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ;
2. décide que le montant nominal des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant global de six millions d'euros (6 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision de l'émission, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant droit accès au capital de la Société ;
3. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, notamment :
 - de fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet,
 - de décider qu'en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce, les droits d'attribution formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires desdits droits dans les conditions prévues par la loi et les dispositions réglementaires applicables,
 - de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations notamment sur les capitaux propres de la Société, et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société,
 - de procéder, s'il le juge opportun, à l'imputation sur tout poste de réserves ou de primes de tout ou partie des frais et droits occasionnés par l'opération envisagée et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,

- de constater la réalisation de chaque augmentation de capital mise en œuvre en vertu de la présente délégation et d'apporter aux statuts les modifications corrélatives, et généralement prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;

4. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation par le Conseil d'administration, ce dernier devra en rendre compte à l'Assemblée générale ordinaire conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce. La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa vingt-deuxième résolution.

Quatorzième résolution

(Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital social en rémunération d'apports en nature consentis à la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-147, L. 225-147-1 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, les pouvoirs nécessaires pour décider, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionné aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, en une ou plusieurs fois, l'émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
2. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit ;
3. décide que le plafond du montant nominal de l'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10 % du capital social de la Société (apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration) étant précisé qu'il est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société ;

4. décide que le plafond du montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder un milliard d'euros (1 000 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, ce montant étant majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

5. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, et notamment :

- d'approuver, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionné aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'octroi d'avantages particuliers, l'évaluation des apports et réduire, si les apporteurs y consentent, l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers,
- décider l'émission rémunérant les apports, fixer la nature et le nombre des valeurs mobilières à créer et déterminer l'ensemble des caractéristiques, montant, date et modalités de toute émission en vertu de la présente délégation,
- de procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence de l'opération sur le capital de la Société et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires,
- de constater la réalisation des émissions réalisées en vertu de la présente délégation, augmenter le capital social et procéder à la modification corrélative des statuts,
- s'il le juge opportun, d'imputer les frais, charges et droits sur les primes, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le Conseil d'administration ; des émissions sur le montant des primes afférentes à ces émissions et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
- et, généralement, de conclure tout accord, de prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avéreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ;

6. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de pouvoirs à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre. En cas d'utilisation(s) de la présente délégation par le Conseil d'administration, ce dernier devra en rendre compte à l'Assemblée générale ordinaire conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce. La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-147 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa vingt-troisième résolution.

Quinzième résolution

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-148 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée, en France ou à l'étranger selon les règles locales (y compris toute opération ayant le même effet qu'une offre publique d'échange ou pouvant y être assimilée), par la Société sur des titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
2. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit ;
3. décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à quatre millions d'euros (4 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision de l'émission, étant précisé qu'il est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société ;
4. décide que le plafond du montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder un milliard d'euros (1 000 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, ce montant étant majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;
5. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment :
 - de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser,
 - de constater le nombre de titres apportés à l'échange,
 - de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, éventuellement rétroactive, des actions ordinaires nouvelles, ou, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société,

- de procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence de l'opération sur le capital de la Société et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires,
- d'inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale,
- de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'émission réalisée en vertu de la présente délégation et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
- de constater la réalisation des émissions réalisées en vertu de la présente délégation et procéder à la modification corrélative des statuts,
- et, généralement, de conclure tout accord, de prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ;

6. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation par le Conseil d'administration, ce dernier devra en rendre compte à l'Assemblée générale ordinaire conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce. La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa vingt-quatrième résolution.

Seizième résolution

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre par offre au public des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants dudit Code :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros ou monnaies étrangères ou unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies, par l'émission :
 - (i) d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres

de capital existants ou à émettre par la Société ou toute autre société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social (une « Filiale ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou de toute Filiale, et/ou

- (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; étant précisé que ces titres de créance pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non (et, dans ce cas, le Conseil d'administration fixera leur rang de subordination), à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies,

étant précisé que la souscription aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières mentionnées ci-dessus pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;

2. décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. décide que les émissions objets de la présente résolution réalisées par voie d'offre au public, telle que définie à l'article L. 411-1 du Code monétaire et financier, pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres visées à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier en application de la 16^e résolution soumise à la présente Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité) ;
4. décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en vertu de la présente délégation :
 - le montant nominal maximum des augmentations de capital immédiates et/ou à terme susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à cinq millions trois cent mille euros (5 300 000 €) ou l'équivalent en toute autre monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission, étant précisé que (i) le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 16^e et 17^e résolutions de la présente Assemblée générale est fixé à cinq millions trois cent mille euros (5 300 000 €) ou l'équivalent en toute autre monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission, (ii) à ce plafond global s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, à la réglementation et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société et (iii) en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou toutes autres sommes sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation, les plafonds susvisés seront ajustés par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération,
 - le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder un milliard d'euros (1 000 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, étant précisé que (i) ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, (ii) le montant nominal

maximum global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu des 16^e et 17^e résolutions de la présente Assemblée générale est fixé à un milliard d'euros (1 000 000 000 €) ou l'équivalent en toute autre monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission et (iii) ces montants sont indépendants du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;

5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution, en laissant toutefois au Conseil d'administration, en application de l'article L. 225-135 alinéa 5 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible ;
6. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce ou certaines d'entre elles seulement ;
7. prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente résolution pourraient donner droit ;
8. décide que le prix d'émission (i) des actions émises directement sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance (à titre indicatif au jour de la présente Assemblée générale, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société des 3 dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital diminuée de 5 %, conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1^{er} alinéa 1^{er} et R. 225-119 du Code de commerce) et (ii) des valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus ;
9. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment :
 - de déterminer l'ensemble des caractéristiques, montant, date et modalités de toute émission ainsi que des titres à émettre en vertu de la présente délégation,
 - de déterminer les modalités d'exercice des droits (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement) attachés aux valeurs mobilières émises ou à émettre en vertu de la présente délégation,
 - de fixer leurs conditions de souscription, leur prix de souscription, le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée lors de l'émission ou, le cas échéant, le montant des réserves, bénéfices ou primes qui pourront être incorporés au capital, les modalités de leur libération, leur date de jouissance (avec une date de jouissance

éventuellement rétroactive), les modalités selon lesquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation donneront accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires et/ou à l'attribution de titres de créance de la Société et/ou d'une Filiale,

- de fixer, le cas échéant, les modalités aux termes desquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourront faire l'objet d'un rachat en bourse, d'une offre d'achat ou d'échange,
 - de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pendant un délai qui ne pourra excéder 3 mois ou tout autre délai qui viendrait à être applicable conformément aux dispositions légales et réglementaires,
 - de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations notamment sur les capitaux propres de la Société et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, conformément aux dispositions légales et réglementaires, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société,
 - de procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et prélever sur le montant de la ou les primes d'émission les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
 - de prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions décidées en vertu de la présente délégation,
 - de constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation et de modifier corrélativement les statuts ainsi que de procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions et valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions,
 - lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront ou seront associées à des titres de créance, de décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, de leur rang de subordination), leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; ainsi que modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
10. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation par le Conseil d'administration, ce dernier devra en rendre compte à l'Assemblée générale ordinaire conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa quinzisième résolution.

Dix-septième résolution

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, par placement privé visé à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'un placement privé répondant aux conditions de l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros ou monnaies étrangères ou unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies, par l'émission :
 - (i) d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital existants ou à émettre par la Société ou toute autre société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social (une « Filiale ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou de toute Filiale, et/ou
 - (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; étant précisé que ces titres de créance pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non (et, dans ce cas, le Conseil d'administration fixera leur rang de subordination), à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies ;

étant précisé que la souscription aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières mentionnées ci-dessus pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;

2. décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. décide que les offres visées à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, réalisées en vertu de la présente résolution, pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres au public réalisées en application de la 16^e résolution soumise à la présente Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité) ;

4. décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en vertu de la présente délégation :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital immédiates et/ou à terme susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à cinq millions trois cent mille euros (5 300 000 €) ou l'équivalent en toute autre monnaie étrangère ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de décision d'émission, étant précisé que (i) toute émission réalisée au titre de la présente délégation s'imputera sur le plafond global prévu au paragraphe 4. de la 16^e résolution de la présente Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité), (ii) à ce plafond global s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, à la réglementation et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société et (iii) en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou toutes autres sommes sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation, les plafonds susvisés seront ajustés par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération,
- le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder un milliard d'euros (1 000 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, étant précisé que (i) ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, (ii) ce montant s'imputera sur le plafond global prévu au paragraphe 4. de la 16^e résolution de la présente Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui lui serait substituée pendant sa durée de validité) et (iii) ces montants sont indépendants du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;

5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution ;

6. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce ou certaines d'entre elles seulement ;

7. prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente résolution pourraient donner droit ;

8. décide que le prix d'émission (i) des actions émises directement sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance (à titre indicatif au jour de la présente Assemblée générale, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société des 3 dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital diminuée de 5 %, conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1^{er} alinéa 1^{er} et R. 225-119 du Code de commerce) et (ii) des valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution sera tel que la somme perçue

immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus ;

9. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment :

- de déterminer l'ensemble des caractéristiques, montant, date et modalités de toute émission ainsi que des titres à émettre en vertu de la présente délégation,
- de déterminer les modalités d'exercice des droits (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement) attachés aux valeurs mobilières émises ou à émettre en vertu de la présente délégation,
- de fixer leurs conditions de souscription, leur prix de souscription, le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée lors de l'émission ou, le cas échéant, le montant des réserves, bénéfices ou primes qui pourront être incorporées au capital, les modalités de leur libération, leur date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités selon lesquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation donneront accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires et/ou à l'attribution de titres de créance de la Société et/ou d'une Filiale,
- de fixer, le cas échéant, les modalités aux termes desquelles les valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourront faire l'objet d'un rachat en bourse, d'une offre d'achat ou d'échange,
- de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pendant un délai qui ne pourra excéder 3 mois ou tout autre délai qui viendrait à être applicable conformément aux dispositions légales et réglementaires,
- de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations notamment sur les capitaux propres de la Société et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, conformément aux dispositions légales et réglementaires, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société,
- de procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et prélever sur le montant de la ou les primes d'émission les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
- de prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions décidées en vertu de la présente délégation,
- de constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation et de modifier corrélativement les statuts ainsi que de procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions et valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions,
- lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront ou seront associées à des titres de créance, de décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, de leur rang de subordination), leur taux d'intérêt, leur durée, le prix

de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale ; ainsi que modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

10. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

En cas d'utilisation(s) de la présente délégation par le Conseil d'administration, ce dernier devra en rendre compte à l'Assemblée générale ordinaire conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa seizième résolution.

Dix-huitième résolution

(Autorisation consentie au Conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour fixer le prix d'émission selon des modalités fixées par l'Assemblée générale dans la limite de 10 % du capital social par an)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 1° alinéa 2 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, en cas d'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 16° et 17° résolutions de la présente Assemblée générale, à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par les résolutions précitées et à déterminer le prix d'émission selon les modalités suivantes :
 - le prix d'émission des actions ne pourra être inférieur, au choix du Conseil d'administration, (i) au cours moyen pondéré par les volumes de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors de la dernière séance de bourse précédant la fixation du prix de l'émission ou (ii) au cours moyen pondéré par les volumes de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris arrêté en cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé, dans les deux cas, éventuellement diminué d'une décote maximum de 5 %, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance,
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé au paragraphe ci-dessus ;

2. décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder, conformément à la loi, 10 % du capital social par période de 12 mois (étant précisé que cette limite sera appréciée au jour de la décision d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital) ;

3. prend acte que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à faire usage de cette autorisation, il établira un rapport complémentaire, certifié par les Commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire ;

4. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa dix-septième résolution.

Dix-neuvième résolution

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, en cas de demandes excédentaires, le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider d'augmenter le nombre d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance à émettre en cas d'émission, avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale réalisée en application si elles sont approuvées des 12°, 16°, 17° et 18° résolutions de la présente Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui leur serait substituée pendant leur durée de validité respective), lorsque le Conseil d'administration constate une demande excédentaire, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans un délai 30 jours de la clôture de souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), notamment en vue d'octroyer une option de sur-allocation conformément aux pratiques de marché ;
2. décide que le montant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières décidées dans le cadre de la présente résolution s'imputera (i) sur le montant du plafond prévu par la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale et (ii) sur le montant du plafond global prévu (a) à la 24° résolution de la présente Assemblée générale pour les émissions réalisées en vertu de la 12° résolution de la présente Assemblée générale (ou toute résolution de même nature qui leur serait substituée pendant leur durée de validité) et (b) au paragraphe 4. de la 16° résolution de la présente Assemblée générale pour les

émissions réalisées en vertu des 16°, 17° et 18° résolutions de la présente Assemblée générale ;

3. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa dix-huitième résolution.

Vingtième résolution

(Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription d'actions, emportant renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, ou d'achat d'actions au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de filiales françaises et étrangères qui sont liées à la Société et qui répondent aux conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société ou des options donnant droit à l'achat d'actions existantes de la Société acquises préalablement par la Société ;
2. décide que le nombre total des options ainsi consenties en vertu de la présente autorisation ne pourra donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 1,5 % du capital social de la Société (tel qu'existant à la date d'attribution des options par le Conseil d'administration), étant précisé que (i) le nombre total d'actions ainsi défini ne tient pas compte des ajustements qui pourraient être opérés en application des dispositions du Code de commerce en cas d'opération sur le capital de la Société et (ii) ce plafond de 1,5 % constitue un plafond global et commun à la présente résolution et à la 21° résolution de la présente Assemblée générale, le nombre total des actions susceptibles d'être obtenues par exercice des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées au titre de la présente résolution et le nombre total des actions attribuées au titre de la 21° résolution s'imputant sur ce plafond global. À l'intérieur du plafond de la présente autorisation, le nombre total des options attribuées aux mandataires sociaux de la Société en vertu de la présente autorisation ne pourra pas donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 0,1 % du capital social de la Société (tel qu'existant à la date d'attribution des options par le Conseil d'administration), sachant que ce plafond de 0,1 % est commun et global avec le sous-plafond applicable aux mandataires sociaux mentionné à la 21° résolution de la présente Assemblée générale ;
3. fixe à une durée maximale de 10 ans, à compter de leur attribution par le Conseil d'administration, le délai pendant lequel les options pourront être exercées et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour fixer une durée inférieure ;
4. prend acte que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires d'option de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions

qui seraient émises au fur et à mesure des levées d'option de souscription ;

5. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables, pour mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, pour :

- fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options ainsi que la liste des bénéficiaires et le nombre d'options offertes ainsi que, le cas échéant, les critères d'attribution, étant précisé que s'agissant des mandataires sociaux, le Conseil d'administration devra, soit décider que les options ne pourront pas être levées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit fixer la quantité des actions issues des levées d'options qu'ils seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions,
- fixer, le cas échéant, des conditions de performance et autres conditions venant conditionner le droit d'exercer les options, étant précisé que s'agissant des options consenties aux mandataires sociaux, l'exercice des options devra être soumis à la satisfaction d'une ou plusieurs conditions de performance qui seront fixées par le Conseil d'administration,
- déterminer le prix de souscription ou d'achat des actions qui sera fixé à la date à laquelle les options seront consenties, (i) dans le cas d'octroi d'options de souscription, ce prix ne pourra être inférieur à la moyenne des cours cotés de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour où les options de souscription seront consenties, et (ii) dans le cas d'octroi d'options d'achat d'actions, ce prix ne pourra être inférieur ni à la valeur indiquée au (i) ci-dessus, ni au cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce ; il ne pourra être modifié, sauf si la Société venait à réaliser l'une des opérations prévues par les dispositions de l'article L. 225-181 alinéa 2 du Code de commerce. En cas de réalisation de l'une des opérations prévues par les dispositions des articles L. 225-181 alinéa 2 et R. 225-138 du Code de commerce, le Conseil d'administration procéderait, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires, à un ajustement du nombre et/ou du prix des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération ; il pourrait par ailleurs, s'il le jugeait nécessaire, suspendre temporairement le droit de lever les options dans les conditions légales et réglementaires,
- imputer, s'il le juge opportun, les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale, accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater les augmentations de capital résultant des levées d'option, effectuer toutes formalités nécessaires à la cotation des titres émis et modifier les statuts en conséquence,
- de manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures, accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités et faire tout ce qui sera nécessaire à la mise en œuvre de la présente autorisation ;

6. décide que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente autorisation à tout moment (y compris à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société jusqu'à la fin de la période d'offre).

La présente autorisation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour. La présente autorisation prive d'effet et remplace, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa dix-neuvième résolution.

Vingt-et-unième résolution

(Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires, existantes ou nouvelles de la Société au profit de membres du personnel salarié et/ou de dirigeants mandataires sociaux du Groupe, avec renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou nouvelles au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de filiales qui sont liées à la Société et qui répondent aux conditions visées à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, dans les conditions définies ci-après ;
2. décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions d'attribution et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions et disposera notamment de la faculté d'assujettir l'acquisition des actions à certains critères de performance individuelle ou collective et autres conditions, étant précisé que s'agissant des actions octroyées gratuitement aux mandataires sociaux, l'acquisition définitive des actions devra être soumise à la satisfaction d'une ou plusieurs conditions de performance qui seront fixées par le Conseil d'administration ;
3. décide que le nombre total d'actions existantes ou nouvelles ainsi attribuées en vertu de la présente autorisation ne pourra pas représenter plus de 1 % du capital social de la Société (tel qu'existant à la date d'attribution des actions par le Conseil d'administration), étant précisé que (i) le nombre total d'actions ainsi défini ne tient pas compte des ajustements qui pourraient être opérés en application de dispositions légales, réglementaires ou contractuelles en cas d'opération sur le capital de la Société et (ii) le nombre total des actions attribuées au titre de la présente autorisation, ainsi que le nombre total des actions susceptibles d'être obtenues par exercice des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées en vertu de la 20^e résolution de la présente Assemblée générale, s'imputent sur le plafond commun et global de 1,5 % du capital social. À l'intérieur du plafond de la présente autorisation, le nombre total des actions attribuées aux mandataires sociaux de la Société en vertu de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 0,1 % du capital social de la Société (tel qu'existant à la date d'attribution des actions par le Conseil d'administration), sachant que ce plafond de 0,1 % est commun et global avec le sous-plafond applicable aux mandataires sociaux mentionné à la 20^e résolution de la présente Assemblée générale ;
4. décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration dans les conditions légales ou réglementaires applicables à la date d'attribution sans que celle-ci ne puisse être inférieure à 3 ans, les bénéficiaires n'étant astreints à aucune période de conservation, étant entendu que l'attribution desdites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive avant l'expiration de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité

sociale (ou cas équivalent à l'étranger), lesdites actions devenant alors immédiatement cessibles ;

5. s'agissant des actions attribuées gratuitement aux mandataires sociaux de la Société, le Conseil d'administration devra, soit décider que les actions attribuées gratuitement ne pourront pas être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit fixer la quantité d'actions attribuées gratuitement qu'ils seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
6. autorise le Conseil d'administration à procéder, s'il l'estime nécessaire, en cas d'opérations portant sur le capital ou les capitaux propres qui interviendraient avant la date d'attribution définitive des actions, à un ajustement du nombre des actions attribuées à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires et, dans cette hypothèse, déterminer les modalités de cet ajustement ;
7. autorise le Conseil d'administration en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, à imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, à arrêter la date de jouissance, même rétroactive, des actions à émettre, à constater la réalisation des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation, à accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis, à procéder aux modifications corrélatives des statuts et d'une manière générale à accomplir tous actes et formalités nécessaires ;
8. prend acte qu'en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente autorisation emportera, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélatrice des actionnaires au profit des bénéficiaires desdites actions à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions ;
9. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives applicables, pour mettre en œuvre la présente autorisation dans les conditions fixées par la loi, et à l'effet notamment de déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions existantes ou à émettre, l'identité des bénéficiaires ou de la catégorie de bénéficiaires des attributions d'actions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les dates et modalités des attributions, prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées, constater la ou les augmentations de capital résultant de toute attribution réalisée par l'usage de la présente autorisation et modifier corrélativement les statuts ;
10. décide que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente autorisation à tout moment (y compris à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société jusqu'à la fin de la période d'offre).

La présente autorisation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour. La présente autorisation prive d'effet et remplace, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa vingtième résolution.

Vingt-deuxième résolution

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant notamment conformément aux dispositions des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail et L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138-1 et L. 228-92 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise (ou tout autre plan aux adhérents duquel ou desquels les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi ou réglementation analogue permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de la Société en application de l'article L. 3344-1 du Code du travail, par l'émission (i) d'actions ordinaires de la Société et/ou (ii) de valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ;
2. décide que le prix d'émission sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et ne pourra être (i) ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration (ou de son délégué) fixant la date d'ouverture des souscriptions, (ii) ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à 10 ans ;
3. autorise expressément le Conseil d'administration à réduire ou supprimer la décote le cas échéant consentie, s'il le juge opportun, dans les limites légales et réglementaires, notamment pour tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables dans les pays de résidence des adhérents à un plan d'épargne bénéficiaires de l'augmentation de capital ;
4. décide, en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'administration pourra également décider l'attribution, à titre gratuit, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués d'actions et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, existantes ou nouvelles, le cas échéant, au titre de l'abondement et/ou, le cas échéant, de la décote, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix d'émission, n'ait pas pour effet de dépasser les limites prévues aux articles L. 3332-10 et suivants du Code du travail ;
5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou autres valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation en faveur des adhérents à un plan d'épargne entreprise ;
6. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les

valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation pourraient donner droit ;

7. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 1 % du capital social de la Société (apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'augmentation de capital), étant précisé que les émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputeront sur le montant du plafond nominal maximum global de 19 300 000 euros prévu à la 24^e résolution de la présente Assemblée générale (ou, le cas échéant, sur le montant du plafond nominal maximum global éventuellement prévu par une résolution ultérieure pendant la durée de validité de la présente délégation) et qu'à cette limite s'ajoutera, le cas échéant, le nombre d'actions supplémentaires à émettre au titre des ajustements susceptibles d'être opérés pour préserver, conformément à la loi, à la réglementation et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société ;
8. décide que le montant nominal maximum des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder un milliard d'euros (1 000 000 000 €) ou l'équivalent en toute monnaie étrangère utilisée ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision d'émission, étant précisé que les émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputeront sur le montant du plafond nominal maximum global d'un milliard d'euros (1 000 000 000 €) prévu à la 24^e résolution de la présente Assemblée générale (ou, le cas échéant, sur le montant du plafond nominal maximum global éventuellement prévu par une résolution ultérieure pendant la durée de validité de la présente délégation) et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, toute prime de remboursement au-dessus du pair ;
9. autorise le Conseil d'administration, dans les conditions de la présente résolution, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) telles que prévues par l'article L. 3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à tout plan d'épargne entreprise visé à la présente résolution s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant du plafond visé au paragraphe 7, ci-dessus ;
10. décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment :
 - de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital social,
 - d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les bénéficiaires ci-dessus indiqués pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières ainsi émises et bénéficier, le cas échéant, des actions ou valeurs mobilières objet de la présente délégation attribuées gratuitement,
 - de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
 - en cas d'émission de titres de créance, de fixer l'ensemble des caractéristiques et modalités de ces titres (notamment leur durée déterminée ou non, leur caractère subordonné ou non et leur rémunération) et modifier, pendant la durée de vie de

ces titres, les modalités et caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,

- de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates (y compris les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions), délais, modalités et conditions de souscription et d'exercice des droits, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
 - de décider et fixer les modalités d'émission et d'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital, en application de la délégation conférée ci-avant,
 - de procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence de l'opération sur le capital de la Société et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires,
 - en cas d'émission d'actions nouvelles, d'imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions,
 - le cas échéant, de prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires,
 - de constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seraient effectivement souscrites,
 - s'il le juge opportun, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
 - de conclure tout accord, d'accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social et sur sa seule décision et aux modifications corrélatives des statuts,
 - et, généralement, de prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
11. décide que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente délégation de compétence à tout moment (y compris à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société jusqu'à la fin de la période d'offre).

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Elle prive d'effet et remplace celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2018 aux termes de sa vingt-et-unième résolution.

Vingt-troisième résolution

(Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre de tout programme de rachat d'actions)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément

aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment celles des articles L. 225-209 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social par annulation, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, tout ou partie des actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation faisant l'objet de la onzième résolution soumise à la présente Assemblée générale ou de programmes de rachat d'actions autorisés préalablement ou postérieurement à la date de la présente Assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de 24 mois (étant précisé que cette limite sera appréciée au jour de la décision du Conseil d'administration dont le capital social sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée générale) ;
2. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités, imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves ou primes, constater la réalisation, modifier corrélativement les statuts et effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations et d'une manière générale faire le nécessaire pour réaliser ces opérations.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à compter de ce jour.

Elle prive d'effet et remplace, pour sa fraction inutilisée, celle consentie par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017 aux termes de sa vingt-cinquième résolution.

Vingt-quatrième résolution

(Limitation globale du montant des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu des 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 19° et 22° résolutions soumises à l'approbation de la présente assemblée)

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer ainsi qu'il suit les limites des montants des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu des 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 19° et 22° résolutions soumises à l'approbation de la présente assemblée :

1. le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 19° et 22° résolutions soumises à l'approbation de la présente assemblée est fixé à dix-neuf millions trois cent mille euros (19 300 000 €), étant précisé qu'à ce plafond global s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits de porteurs de valeurs mobilières ou de porteurs d'autres titres donnant accès au capital de la Société ;
2. le montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu des 12°, 14°, 15°, 16°, 17° et 22° résolutions de la présente Assemblée générale est fixé à un milliard d'euros (1 000 000 000 €), étant précisé que ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Vingt-cinquième résolution

(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

7

Formulaire de demande d'envoi de documents et de renseignements

Bureau Veritas

Société anonyme au capital de 53 039 494,56 euros
Siège social : Immeuble Newtime
40/52 boulevard du Parc
92200 Neuilly-sur-Seine
RCS Nanterre 775 690 621

Assemblée générale mixte du **mardi 14 mai 2019**

Cette demande est à retourner

au plus tard jusqu'au cinquième jour (inclus) avant la tenue de l'Assemblée générale, soit au plus tard **le jeudi 9 mai 2019** inclus :

- **pour les actionnaires inscrits au nominatif** : auprès de BNP Paribas Securities Services – Service Assemblées Générales – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex ;
- **pour les actionnaires au porteur** : soit auprès de l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leurs titres, soit, à condition de joindre à leur demande une attestation de participation délivrée par leur intermédiaire habilité, directement auprès de BNP Paribas Securities Services, à l'adresse ci-dessus.

À compléter par les actionnaires, personnes physiques :

Je soussigné(e).....

Nom :

Prénom :

Demeurant à :

Localité, si différente du bureau distributeur :

Code postal/Bureau distributeur :

À compléter par les actionnaires, personnes morales :

Je soussigné(e).....

Nom :

Prénom :

Agissant en qualité de représentant de la Société :

Dont le siège social est :

Localité, si différente du bureau distributeur :

Code postal/Bureau distributeur :

Titulaire de :

..... actions inscrites au nominatif pur et/ou administré auprès de

et/ou actions au porteur inscrites en compte à la banque

demande l'envoi, à l'adresse ci-dessus, des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce relatifs à l'Assemblée générale mixte, convoquée le **mardi 14 mai 2019 à 15 heures ⁽¹⁾.**

Fait à : le 2019

Signature :

(1) Conformément à l'article R. 225-88 al. 3 du Code de commerce, les actionnaires dont les titres sont inscrits au nominatif peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 dudit Code à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures. Au cas où lesdits actionnaires désireraient bénéficier de cette faculté, mention devra être portée sur le présent formulaire.



NOTES

BUREAU VERITAS

Société anonyme au capital de 53 039 494,56 euros
RCS Nanterre 775 690 621
Siège social : Immeuble Newtime – 40/52 boulevard du Parc
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : + 33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : + 33 (0)1 55 24 70 01

Sites internet
<https://group.bureauveritas.com/fr>
www.bureauveritas.fr

Crédits photos pour certains portraits du Conseil d'administration : Christophe Boulze

